

01 Les conditions de la compétitivité

Le dynamisme, c'est aussi dans la tête

02 Confiance en l'avenir

Peur de la concurrence internationale

03 Croissance et mondialisation

L'écologie est un avantage concurrentiel

04 En conclusion

Inquiétude pour l'avenir sur fond de confiance



Les Suissees face à la mondialisation

CE QUE PENSENT LES LEADERS ET LA POPULATION

2 | SONDAGE

Les Suisses estiment que leur économie est compétitive, surtout en comparaison européenne. Ils redoutent la concurrence asiatique. Ils sont fâchés avec les supermanagers qui privilégient les intérêts financiers à court terme.

Sophia 2008

L'essentiel en 6 points

CHANTAL TAUXE

Le beau temps se maintiendra-t-il? La Suisse va-t-elle rester cette économie prospère qui a connu une croissance de 3,1% du PIB l'an dernier? Le sondage Sophia, réalisé par l'institut lausannois M.I.S Trend (repris par *Blick et il caffè*), offre une dense photographie des opinions de la population et des leaders. L'envie d'y croire, la confiance dans le pays sont bien là, mais les doutes s'amoncellent comme les nuages d'orage dans un ciel de printemps.

01 La globalisation divise

En 2008, la Suisse occupe une meilleure position que les autres pays développés. 77% de la population le croit. 43% estime que le niveau des prix par rapport aux salaires est meilleur et 28% le jugent équivalent. La crainte des suppressions d'emploi, même si elle est en recul par rapport à 2006, est toujours là (46%), comme une réminiscence des années difficiles.

L'ouverture du marché de l'emploi, à la base de la croissance actuelle, convainc. 15% de la population y voit un «grand avantage», 39% un «certain avantage». C'est sur ce socle que se gagnera la votation de mai 2009 sur la prolongation des accords bilatéraux et l'extension de la libre circulation à la Roumanie et à la Bulgarie.

Au-delà de l'environnement européen direct, la globalisation laisse les Suisses perplexes. Le sentiment qu'elle est irréversible croît (55% en sont convaincus). 65% estiment toutefois

qu'elle porte atteinte aux pouvoirs politiques nationaux. La nécessité de concevoir des instances supranationales face au pouvoir de l'économie ne recueille que 38% d'avis favorables. Réalisme ou démission?

Un Suisse sur deux veut croire que chaque pouvoir national sera capable de faire contrepoids à la puissance de l'économie. La même division de l'opinion apparaît lorsque l'on demande si la mondialisation est une chance pour la Suisse ou si le pays va en souffrir: 40% de la population veut croire à une chance, 39% craint ses effets sur la Suisse. Cette irrépressible angoisse est nourrie par la concurrence des géants indiens et chinois. 55% des Suisses estiment que leur dynamisme va nuire aux économies des pays occidentaux.

02 Proximité chérie

Comment s'adapter à la globalisation, comment se préparer à une concurrence plus dure? Les Suisses ne voient pas dans le fédéralisme et le système de consensus des freins au développement économique futur (60% y voient même un avantage). Dans leur imaginaire politico-économique, la proximité reste une valeur sûre. Un rempart?

On en a la confirmation avec la question, documentée chaque année par Sophia, sur l'opportunité d'adhérer à l'Union européenne. Le scepticisme s'est solidement ancré dans les têtes. L'option de l'adhésion rapide ne mobilise plus que 15% des Suisses. A terme, «un jour», l'adhésion à l'UE recueille 43% d'opinions favorables sup-

plémentaires. Sans discours résolu, l'adhésion semble repoussée aux calendes grecques. En Suisse romande, le grand dessein continental séduit 23%, en Suisse alémanique 13%, et au Tessin 10%.

03 Supermanagers honnis

Sophia a été réalisé ce printemps et permet, à sa manière, de mesurer l'«effet Ospel», c'est-à-dire l'effet ravageur de la crise que traverse UBS sur l'opinion. Dans la population, le match de l'estime entre grands et petits patrons tourne toujours à l'avantage des seconds: ceux-ci sont plus compétents (à 55% contre 14% pour les supermanagers); plus visionnaires (à 41% contre 29%); plus courageux (67% contre 17%); plus proches et soucieux de leurs collaborateurs (80% contre 6%). Le verdict est sec.

Alors que la Suisse doit son succès économique à sa place financière forte et à des industries d'exportations d'excellence, les Suisses voient poindre un grave divorce. Les intérêts du monde financier sont perçus comme de plus en plus opposés à ceux du monde industriel par 75% de la population! C'est une autre trace de l'effet Ospel. L'arrivée des fonds souverains, les prises de participation étrangères dans les sociétés suisses divisent: 45% y voient un inconvénient, 42% un avantage.

04 Une croissance «bobo»

Les Suisses cultivent un rapport ambigu à la croissance et au progrès. Selon 52% d'entre eux, le progrès technique péjore la santé, les relations entre les gens (65%) et accentue les inégalités sociales (69%). Pourtant, les mêmes, à hauteur de 65%, disent que le progrès apporte plus de choses positives que négatives. Reflet de cette ambiguïté, ils font plus confiance aux scientifiques (à 62%) qu'à n'importe quelle autre élite. Mais ils se méfient des OGM: 51% demandent leur interdiction.

Des aspirations contradictoires? Peut-être. 61% des Suisses rêvent d'une croissance économique stabilisée, ils ne sont que 26% à envisager de la favoriser. 70% de la population pense

que pour protéger l'environnement, on peut accepter des mesures qui freinent la croissance et l'emploi. Les Suisses exigent une croissance sans dégâts, «bobo», qui ménage compétitivité, qualité de vie et éthique environnementale. Le message déjà contenu dans Sophia 2007 n'a pas encore été pris à bras-le-corps par les politiques.

05 Des trains svp!

Comment rester compétitifs? 51% de la population pense que les conditions-cadres mises en place par les politiques sont «moyennes». Seuls 4% les jugent excellentes, 31% bonnes. Les Suisses ont bien compris que la qualité des infrastructures est une condition clé de la prospérité économique. Et, sur cet impératif, ils sont très inquiets. 21% jugent l'engorgement des infrastructures de transports «très grave», 46% «assez grave». Ils plébiscitent la création de nouvelles voies CFF (82%). Chez les Romands, l'enthousiasme bondit à 87%, un soutien évident à la 3^e voie entre Lausanne et Genève, mais aussi aux autres aménagements réclamés par les cantons.

06 Speak english

Est-ce un signe que la Suisse s'internationalise ou qu'elle perd son identité dans la globalisation? 54% de la population est favorable à l'usage de l'anglais entre Confédérés. Les Tessinois, pourtant les plus vertueux en matière linguistique, sont les plus enthousiastes: 69%; les Romands, peu doués pour le Schwyzertütsch: 64%; outre-Sarine, le «tout à l'anglais» ne rallie que 49%, alors que nombre de cantons alémaniques ont imposé l'enseignement de l'anglais avant le français. Le fossé avec les élites, qui tiennent au lien confédéral que constitue l'apprentissage des langues nationales, est total: les leaders ne sont que 26% à plébisciter l'anglais.

Dans la compétition mondiale, l'usage de la nouvelle «lingua franca» apparaît ainsi paradoxalement comme la chose que les Suisses, multilingues par vocation historique, redoutent le moins. ○



SOPHIA 2008

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

DIRECTRICE M.I.S TREND, LAUSANNE ET BERNE,
INSTITUT DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

COMPÉTITIVITÉ ET DYNAMISME: ÊTRE CONVAINCU POUR CONVAINCRE

La compétitivité d'un pays se mesure évidemment avec des indicateurs quantitatifs, tels que l'évolution du PIB, le niveau de vie des habitants, la vivacité des entreprises et le taux de diplômés... Mais l'état d'esprit des acteurs est aussi essentiel. Dans certains pays émergents, l'ambition et la volonté de s'en sortir suscitent un dynamisme qui l'emporte finalement sur des conditions-cadres parfois insuffisantes. Qu'en est-il de la Suisse? Quels sont les espoirs de la population et quelles sont ses craintes face à l'avenir? Quels scénarios ont sa préférence? Après avoir traité, en 2006, des conditions de travail et, en 2007, des questions environnementales, l'étude Sophia, mise en place et financée par M.I.S Trend, continue son travail pour améliorer la connaissance des mécanismes psychologiques de la population. Dans un pays de démocratie semi-directe,

où les principales décisions passent en votation, il est indispensable de concentrer les efforts d'information et de persuasion sur les thématiques les plus chaudes.

Mais, pour être capables de convaincre, les leaders doivent être eux-mêmes convaincus. C'est pourquoi l'étude Sophia (du grec «sagesse») présente une originalité de taille: elle s'adresse à eux aussi au lieu de se contenter des réactions du seul grand public. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse et des messages qu'ils diffusent, de quelque nature qu'ils soient. Par souci de représentativité, les 300 leaders consultés appartiennent au monde de l'économie, de l'administration,

de la science et de l'éducation, de la culture et de la politique. Ils sont Latins ou Alémaniques et nombre d'entre eux exercent un mandat politique au niveau communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés durant les mois de mars et d'avril à l'aide d'un questionnaire autoadministré par l'internet ou postal. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de +5,5%.

Sophia est simultanément menée auprès d'un échantillon de 1200 personnes représentatives, à raison de 500 Romands, 500 Alémaniques et 200 Tessinois. Les résultats sont pondérés afin de redonner à chaque région son poids démographique réel. Elles ont été interrogées par téléphone durant les mois de février et de mars. Sur cet échantillon plus large, la marge d'erreur est plus faible et s'élève à +2,9%.

En lisant ce dossier, vous découvrirez des Suisses inquiets pour leur pouvoir d'achat et leur retraite. Ils ne sont guère convaincus par les apports de la globalisation des marchés et ils craignent le progrès technologique dans bien des domaines. Ils ne s'éloignent pas fondamentalement de l'opinion des leaders qui se montrent toutefois plus modérés dans leurs opinions. Finalement, Sophia 2008 dévoile des appréhensions auxquelles, à moins d'un éventuel changement de paradigme économique, il faudra bien répondre si l'on veut voir perdurer la compétitivité économique de la Suisse!

Merci à tous ceux qui nous ont répondu, bonne lecture et à l'an prochain pour une nouvelle édition de Sophia. ○

**LES SUISSES
SONT
INQUIETS
POUR LEUR
POUVOIR
D'ACHAT
ET LEUR
RETRAITE.**

4 | SONDAGE

La stabilité politique est un avantage concurrentiel. En complément à une formation de qualité, des pôles de développement diversifiés et des infrastructures efficaces.

1 Les conditions de la compétitivité

Le dynamisme, c'est aussi dans la tête

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

La compétitivité d'une économie repose sans conteste sur une situation politique saine et stable. La Suisse, grâce à sa neutralité et à son système de consensus, est devenue le parangon international d'une telle stabilité, ce qui a longtemps profité à sa monnaie dite « refuge » et à la qualité de sa place économique et financière. Qu'en pensent les leaders et la population interrogés? Ils affirment que la démocratie suisse non seulement fonctionne bien, mais se porte toujours mieux. En outre, le système politique et les institutions qui l'accompagnent seraient, selon eux, supérieurs à ceux des autres pays développés et ils représentent donc un indéniable avantage concurrentiel pour la compétitivité de la Suisse.

Cela explique pourquoi la question d'une adhésion à l'Union européenne n'est plus à l'ordre du jour, puisque aucune majorité ne se dessine en sa faveur. La grande différence d'opinion entre les leaders favorables à droite (15%) et à gauche (55%) ne se retrouve pas dans la population (10% et 22%). C'est pourquoi les leaders et la population ne désirent pas introduire des modifications profondes au système. Font partie des réformes nécessaires un redécoupage politique afin de créer des macrorégions consécutives à des fusions de cantons. Sept leaders sur dix, particulièrement ceux du monde économique, y sont favorables, mais à

peine la moitié de la population. En revanche, il n'est absolument pas question de s'adonner à l'alternance en lieu et place de l'actuel consensus, même si c'est pourtant une perspective possible pour la moitié des leaders et plus d'un tiers de la population! Le seul souci qui persiste au niveau politique réside dans la montée en puissance du pouvoir économique mondialisé qui ferait concurrence aux pouvoirs politiques nationaux.

Formation. Mais la qualité du système politique ne suffit pas à créer les conditions cadres à la compétitivité. Il y faut aussi un bon système de formation. Or, celui de la Suisse serait glo-

balement satisfaisant, et les opinions à son sujet s'améliorent par rapport à la référence de Sophia 1999. Les résultats de l'étude internationale PISA sont pourtant venus, entre-temps, prouver que nous ne nous situons que dans le gros du peloton européen. C'est toutefois la qualité de la formation professionnelle de base ou supérieure et des écoles polytechniques qui est relevée dans l'opinion plus que le niveau de la scolarité obligatoire sanctionnée par PISA.

Infrastructures. La présence de plusieurs pôles de développement économique est également un facteur de compétitivité attesté. Qu'en est-il dès lors de l'opinion sur le dynamisme respectif de la région zurichoise et de l'arc lémanique? Envers et contre tout, la population, qu'on peut soupçonner d'être mal informée, mais aussi les leaders qui le sont mieux, affirment la supériorité alémanique en termes de vitalité et de capacités entrepreneuriales. Le pire vient des Romands qui véhiculent eux-mêmes ce pessimisme. Il s'agirait donc de les informer, de les rassurer et de leur faire prendre conscience que, chez eux, l'économie se développe et qu'ils en sont les principaux acteurs.

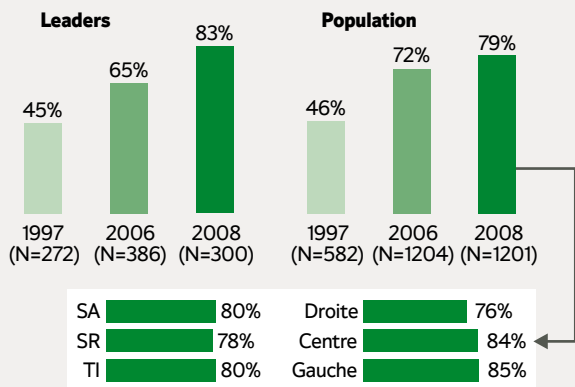
Une Suisse compétitive doit également disposer d'infrastructures modernes et suffisantes. L'opinion est consciente qu'un engorgement au niveau des transports représente un problème grave pour l'économie, les leaders romands et tessinois plus encore que les autres. C'est pourquoi ils sont unanimement très favorables à la création de nouvelles voies CFF. Sur la question du nucléaire, le remplacement des centrales actuelles réunit la majorité des opinions, alors que la construction de nouvelles installations ne passe pas la rampe, de même qu'un arrêt complet du nucléaire qui convainc un quart des leaders et un tiers de la population. Enfin, une condition à la compétitivité reste un regard positif sur le progrès technique. On enregistre pourtant de fortes réticences dans la population, qui peuvent paraître d'autant plus problématiques qu'un certain nombre de leaders en témoignent également. ◦



1^{re} condition de la compétitivité Une situation politique saine et stable

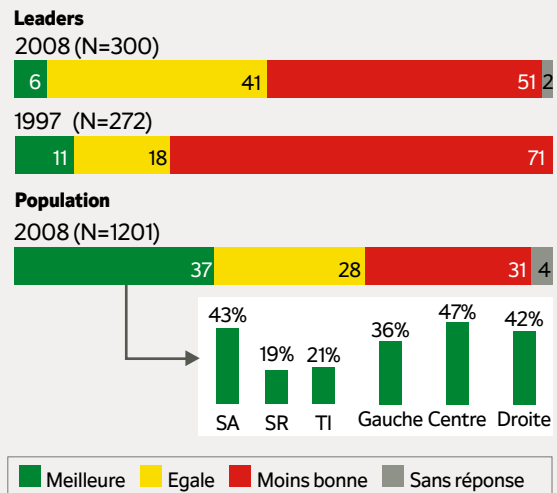
LA DÉMOCRATIE ET LA VIE POLITIQUE SUISSES FONCTIONNENT TOUJOURS MIEUX

• La démocratie suisse est-elle une bonne démocratie qui, dans l'ensemble, fonctionne bien? (pourcentage de «oui»)



Les leaders, comme la population, pensent que la démocratie suisse fonctionne bien. Cette opinion est toujours plus vive si l'on en croit l'amélioration des réponses depuis 2006 mais surtout depuis 1997 où les jugements portés sur nos institutions étaient préoccupants. En outre, l'opinion favorable est quasi unanime entre les régions et les appartenances politiques. Tout au plus la droite est-elle légèrement en retrait, sans doute en raison de l'éviction de Christoph Blocher du Conseil fédéral trois mois à peine avant la prise d'information. La différence reste toutefois minime.

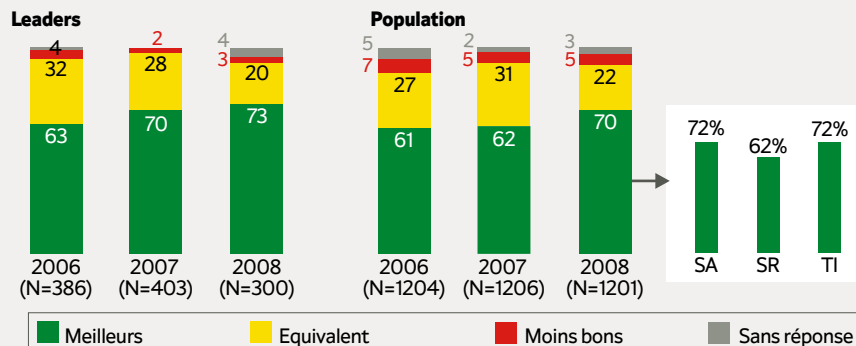
• Pensez-vous que la perception des Suisses sur la vie politique est aujourd'hui meilleure, égale ou moins bonne qu'il y a 10 ans ?



A la question de savoir si les Suisses ont une perception de la vie politique meilleure, égale ou moins bonne qu'il y a une dizaine d'années, les leaders et le peuple diffèrent. La moitié des premiers est persuadée qu'elle empire alors que deux tiers des principaux intéressés la jugent améliorée ou stable. Les leaders sont donc enclins au pessimisme. Heureusement, les représentants de la politique active ne le sont pas plus que les autres!

UN SYSTÈME POLITIQUE ET DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURS AUX AUTRES

• En comparaison internationale, le système politique suisse et ses institutions sont-ils meilleurs, équivalents ou moins bons que ceux d'autres pays développés?

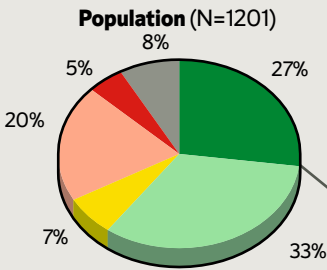
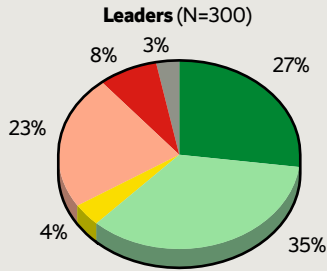


A peine 5% des Suisses jugent que leur système politique est moins bon que celui d'autres pays développés, soit un lot incontournable d'insatisfaits. En revanche, le chiffre des enthousiastes ne fait qu'augmenter depuis 2006, allant de 61% à 70%. La tendance est la même chez les leaders qui, dans la même période, passent de 63% à 73% de convaincus. On notera toutefois que les Romands sont un peu plus réticents (62%) que les Alémaniques et les Tessinois confondus (72%).

6 | SONDAGE

LE SYSTÈME POLITIQUE SUISSE, UN ATOUT POUR LA COMPÉTITIVITÉ

• Le système suisse, avec son fédéralisme et son consensus, est-il plutôt un avantage ou un inconvénient pour l'avenir économique de la Suisse?



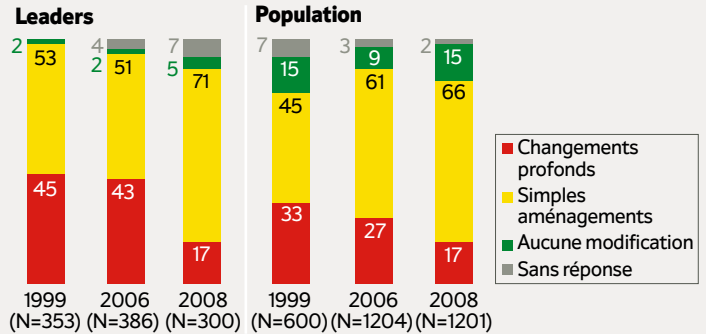
SA	25	31	Droite/Centre	34	31
SR	30	36	Gauche	25	37
TI	45	35	Apolitique	17	29



Deux tiers des leaders et presque la même proportion dans le grand public pensent que le système suisse, avec son fédéralisme et sa politique de consensus, est plutôt un avantage pour l'avenir économique de la Suisse. Parmi ceux qui le jugent handicapant, presque aucun n'est vraiment catégorique. Dans la population, et de façon assez inattendue, les Alémaniques sont moins convaincus que les Romands et, surtout, que les Tessinois, sans doute parce que leur point de comparaison est l'Allemagne et non la France ou l'Italie. La droite est également plus persuadée que la gauche, aussi bien dans la population que chez les leaders. Toutefois, compte tenu des jugements enthousiastes qui précèdent et de l'unanimité positive ci-dessus, la Suisse pourrait donc compter son système politique comme un réel avantage concurrentiel sur les autres.

SURTOUT, PAS DE RÉVOLUTION!

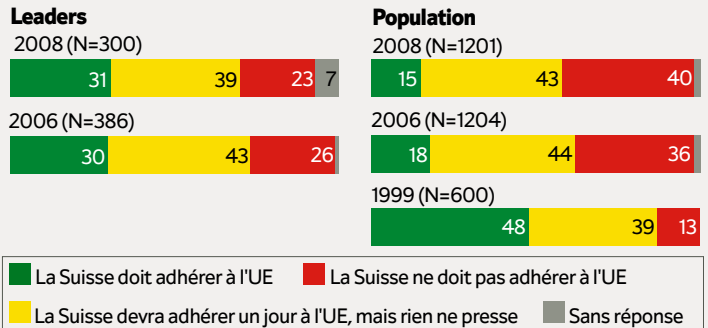
• Le système politique suisse appelle-t-il, à votre avis, des changements profonds ou de simples aménagements?



En toute logique, puisque le système politique suisse fonctionne bien et que la vie politique est toujours mieux perçue, il n'y a aucune raison d'entreprendre de les réformer profondément. La tendance lourde qui s'exprime dans les deux échantillons consultés est que de simples aménagements suffisent à toiletter les institutions. Cette opinion ne fait qu'augmenter avec le temps, tout particulièrement chez les leaders qui se montraient autrefois plus réformateurs. La gauche est à peine plus révolutionnaire que la droite ou le centre, mais seulement chez les leaders. Dans la population, ce sont les apolitiques qui sont un peu plus nombreux à vouloir réformer le système, ce qui explique sans doute qu'ils s'en excluent.

LA QUESTION EUROPÉENNE TOMBE EN DÉSUÉTUDE

• Faut-il adhérer ou non?



Depuis 1999, une forte différence ne cesse d'apparaître entre la droite et la gauche sur la question européenne: chez les leaders, les partisans d'une adhésion rapide sont 15% chez les premiers et 55% chez les seconds, mais respectivement 10% et 22% dans la population. Ainsi, les troupes de gauche semblent beaucoup moins convaincues que leurs leaders! Entre Romands et Alémaniques, on passe de 44% à 24% chez les leaders et de 23% à 13% dans la population, tous chiffres semblables à ceux de l'an dernier.

REFUS DE L'ALTERNANCE MAIS OUI À UN REDÉCOUPAGE DU TERRITOIRE POLITIQUE

- Sont favorables à la modification des découpages politiques, la création de macrorégions avec fusion de cantons.

Leaders

2008 (N=300)



1997 (N=272)



Population

2008 (N=1201)



- Sont favorables à un système d'alternance en remplacement du consensus.

Leaders

2008 (N=300)



1997 (N=272)



Population

2008 (N=1201)



Pour 70% des leaders, il faudrait revoir les découpages politiques avec la création de macrorégions suite à des fusions de cantons. Cette opinion fait son chemin puisqu'ils n'étaient que 53% à l'exprimer en 1997. Le centre et la gauche (76%) en sont plus convaincus que la droite (63%) et les leaders de l'économie (74%) plus que ceux de la politique (60%). Sans doute savent-ils que la population est plus réticente, même si les opinions positives et négatives s'équilibrent presque. Quant à la faisabilité de cette réforme, rares sont ceux vraiment persuadés, et c'est un «peut-être» prudent qui prévaut chez les leaders. La réforme fondamentale que serait un passage du consensus à l'alternance n'apparaît pas souhaitable et les leaders en sont toujours moins convaincus. Pourtant, cela pourrait advenir disent la moitié d'entre eux et plus d'un tiers de la population!

«Un système d'alternance n'a de sens que si l'on supprime les droits populaires, ce que personne ne veut.» paroles de leader

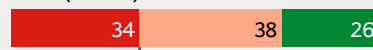
«La Suisse est très créative au niveau économique, mais pas créative du tout au niveau politique.» paroles de leader

LA SUPRÉMATIE DU POUVOIR POLITIQUE MISE À MAL PAR LE POUVOIR ÉCONOMIQUE

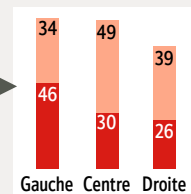
- Le pouvoir économique résultant de la globalisation porte-t-il atteinte aux pouvoirs politiques nationaux?

Leaders

2008 (N=300)

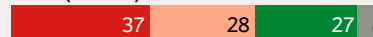


1999 (N=353)



Population

2008 (N=1201)



■ Oui, sérieusement ■ Oui, un peu ■ Non ■ Ne sait pas

A la question de savoir si le pouvoir économique résultant de la globalisation porte atteinte aux pouvoirs politiques nationaux, les leaders et la population répondent oui sans hésiter, et cette concurrence est sérieuse. Cependant, dans les deux échantillons, c'est la gauche qui en est persuadée (46% contre 26% chez les leaders et 69% contre 25% dans la population). On notera que les leaders craignaient beaucoup plus cette inversion des rôles en 1999, et que les effets réels de la mondialisation leur apparaissent désormais moins lourds.

- Est-il nécessaire de concevoir un pouvoir politique supranational face au pouvoir de l'économie ou chaque pouvoir national est-il/sera-t-il capable de faire contrepoids à la puissance de l'économie?

Leaders

2008 (N=300)



1999 (N=353)

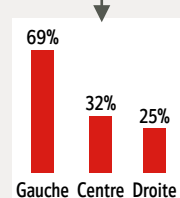


Population

2008 (N=1201)



1999 (N=600)

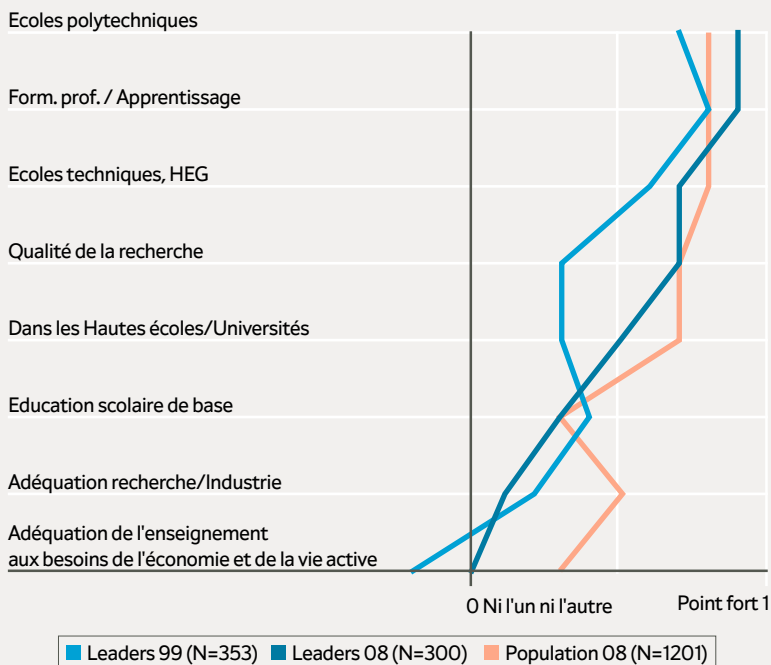


■ Oui, nécessaire ■ Non ■ Sans réponse/autres

2^e condition à la compétitivité: un bon système de formation

AUCUN POINT FAIBLE DANS UN SYSTÈME D'ÉDUCATION TRÈS COMPÉTITIF

• L'éducation est un facteur important pour maintenir la compétitivité économique de la Suisse. Par rapport aux pays qui nous entourent, quels sont les points forts et les points faibles de la Suisse dans ce domaine?

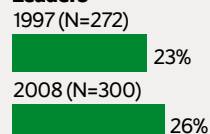


Les résultats apparaissent excellents sur ce graphique: les leaders ont notablement amélioré leur opinion en neuf ans, surtout concernant les universités et la recherche, ainsi que l'adéquation à la vie active et le transfert de technologie. En 1999, 44% de la population estimait que l'école obligatoire était un point faible de la Suisse contre 14% seulement aujourd'hui et son jugement sur les universités et l'école professionnelle s'est aussi amélioré. Dès lors, le système d'éducation suisse ne présente guère de points faibles. Pourtant, on constate que les Romands, leaders ou population, sont plus pessimistes que les Alémaniques sur la formation de base (26% contre 13% estiment que c'est un point faible) alors que la formation professionnelle fait l'unanimité. En outre, 36% des leaders doutent de l'adéquation de l'enseignement aux besoins de la vie active, particulièrement les Romands et la droite. Il n'en reste pas moins que la majorité des deux échantillons considère le système d'éducation suisse comme un facteur de compétitivité important par rapport aux autres pays qu'ils connaissent. Evidemment, on peut se douter que la comparaison se fait avec l'Europe proche et non avec les pays anglo-saxons ou les tigres d'Asie, moins connus.

L'ÉPINEUX PROBLÈME DES LANGUES N'EST PAS RÉSOLU

• Sont favorables au développement de l'anglais entre Romands, Alémaniques et Tessinois.

Leaders

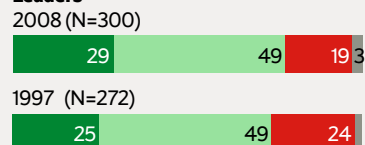


Population



• Cela va-t-il advenir ou non dans les 10 prochaines années?

Leaders



Population



Les leaders campent sur leurs positions de 1997 concernant l'anglais et 11 ans de débats ne les ont donc pas fait changer d'avis. La population, en revanche, se montre plus ouverte à l'idée que l'anglais remplace les langues nationales dans les relations entre Confédérés et ils sont confiants sur l'avènement de ce phénomène. A noter que les minoritaires latins, confrontés au dialecte, sont plus enclins que les Alémaniques à préférer l'anglais. Outre-Sarine, les opinions sont exactement partagées. Cette différence régionale apparaît aussi chez les leaders, mais elle est beaucoup moins marquée et l'opposition reste majoritaire dans tous les sous-groupes observés.

3^e condition à la compétitivité: une saine émulation entre régions

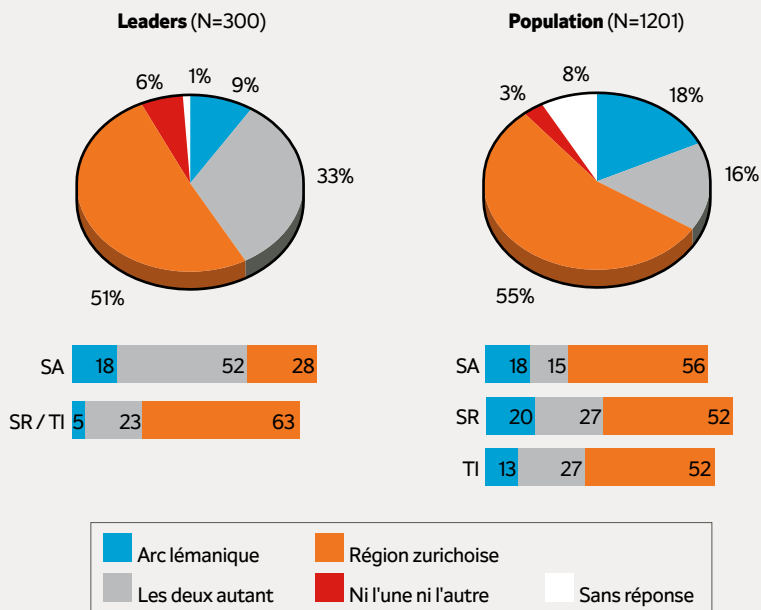
LES STÉRÉOTYPES ONT LA VIE DURE, SURTOUT CHEZ CEUX QUI EN SOUFFRENT!

Envers et contre tous les indicateurs économiques qui montrent que la région lémanique n'a rien à envier au triangle d'or zurichois, la majorité de la population et, plus grave, des leaders affirment que la région zurichoise est la plus dynamique. Rien ne semble y faire, ni la chute de Swissair et ses retombées sur Unique, ni les récents déboires d'UBS! Les leaders alémaniques sont beaucoup plus réalistes et si 18% seulement penchent pour un arc lémanique plus dynamique, 52% le placent à égalité avec la région zurichoise, alors que les Romands penchent à 63% pour une suprématie zurichoise. C'est un comble! On ne retrouve heureusement pas cette différence dans la population où la moitié «seulement» des Romands penche pour Zurich.

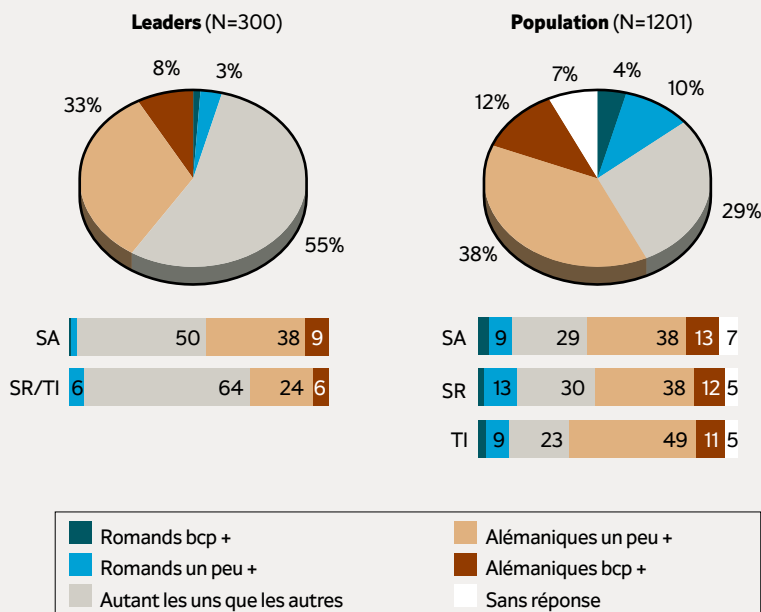
Mais tout s'explique puisqu'à la question de savoir qui des Romands ou des Alémaniques sont les plus capables sur le plan économique, ces derniers l'emportent haut la main, même si les leaders sont nombreux à juger les deux communautés égales. Seuls 6% des leaders et 15% du grand public latin donnent l'avantage aux Romands. On notera en outre que les Tessinois accordent un net crédit aux Alémaniques!



• L'arc lémanique et la région zurichoise sont deux régions suisses en plein essor économique. A votre avis, laquelle des deux est la plus dynamique ?



• A votre avis, qui sont les plus capables sur le plan économique, les Romands ou les Alémaniques ?

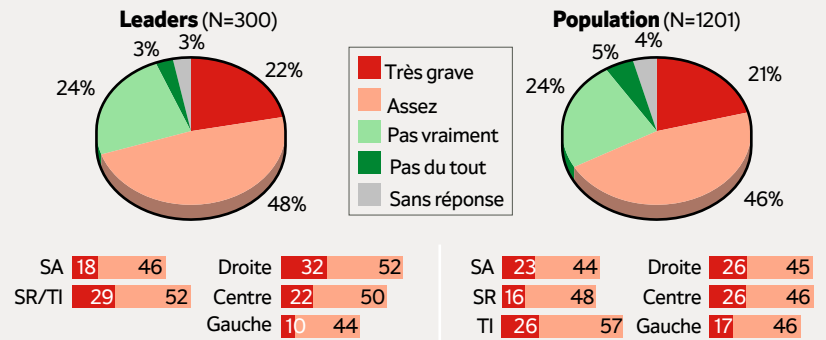


4^e condition à la compétitivité: infrastructures modernes et suffisantes

LEADERS ET POPULATION UNANIMES: L'ENGORGEMENT DES INFRASTRUCTURES EST UN VRAI PROBLÈME

Pour plus de deux-tiers de la population et des leaders, l'engorgement actuel des infrastructures de transports en Suisse est un problème assez grave ou très grave. Les leaders romands sont particulièrement soucieux, sans doute parce que leur région est moins bien lotie. Dans la population, ce sont les Tessinois qui craignent pour la santé de leur économie. La droite, généralement plus favorable à la mobilité, est plus préoccupée que la gauche.

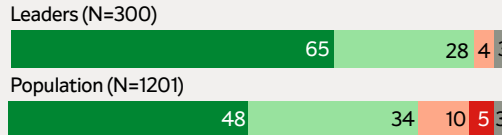
• L'engorgement actuel des infrastructures de transports en Suisse est-il un problème grave ou non pour la santé de l'économie à moyen terme ?



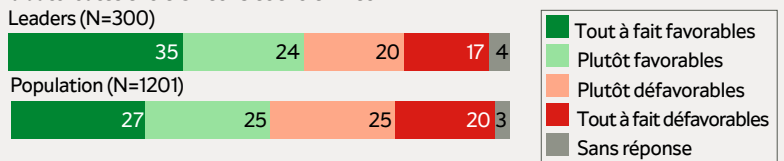
LE TRAIN AVANT LA ROUTE OU L'AIR

• Pour favoriser la mobilité, êtes-vous favorable ou défavorable aux mesures suivantes ?

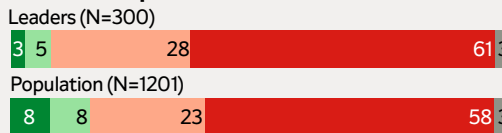
La création de nouvelles voies CFF



L'élargissement des tronçons d'autoroutes entre GE et LS et entre BE et ZH



Un nouvel aéroport international entre ZH et GE

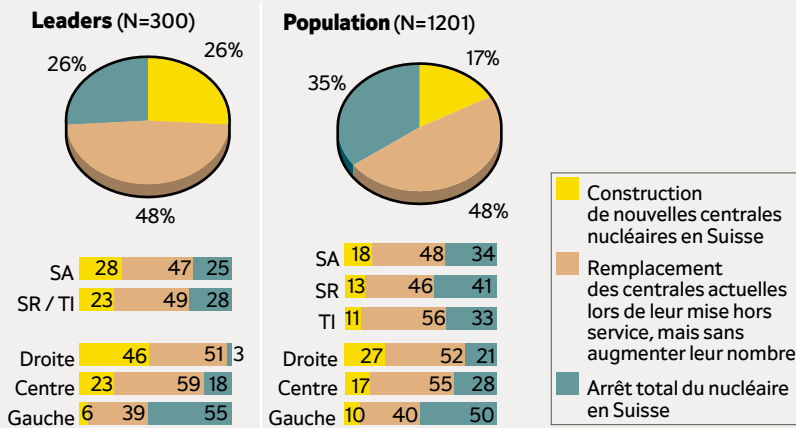


Une fois encore, les deux échantillons sont unanimes. Il faut rapidement créer de nouvelles voies CFF affirment plus de 8 répondants sur 10, alors que l'élargissement des tronçons d'autoroutes entre Genève et Lausanne et entre Berne et Zurich ne convainc que 59% des leaders et 52% de la population. Il n'y a presque aucun soutien pour un nouvel aéroport international. Même si les Romands sont plus favorables aux trois propositions, la vraie divergence d'opinion apparaît entre la gauche, très favorable au rail, et la droite, très favorable à la route.

NUCLÉAIRE: OUI AU REMPLACEMENT, NON À DE NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Une majorité se dégage pour le remplacement des centrales nucléaires existantes, aussi bien chez les leaders que dans la population, d'autant qu'il faut lire le graphique ci-contre en incluant la première réponse (nouvelles constructions) à la seconde, selon le principe que, qui veut le plus veut le moins. Les partisans de l'arrêt total du nucléaire ne représentent désormais plus que le quart des leaders et le tiers de la population, plus particulièrement les femmes. Evidemment, les écarts sont nets entre la droite, traditionnellement plus favorable à l'atome, et la gauche qui s'y oppose encore avec une petite majorité des leaders et la moitié de la population.

• Face au danger d'une pénurie énergétique en Suisse, quelle est votre opinion sur le nucléaire ?



NUCLÉAIRE, OGM...

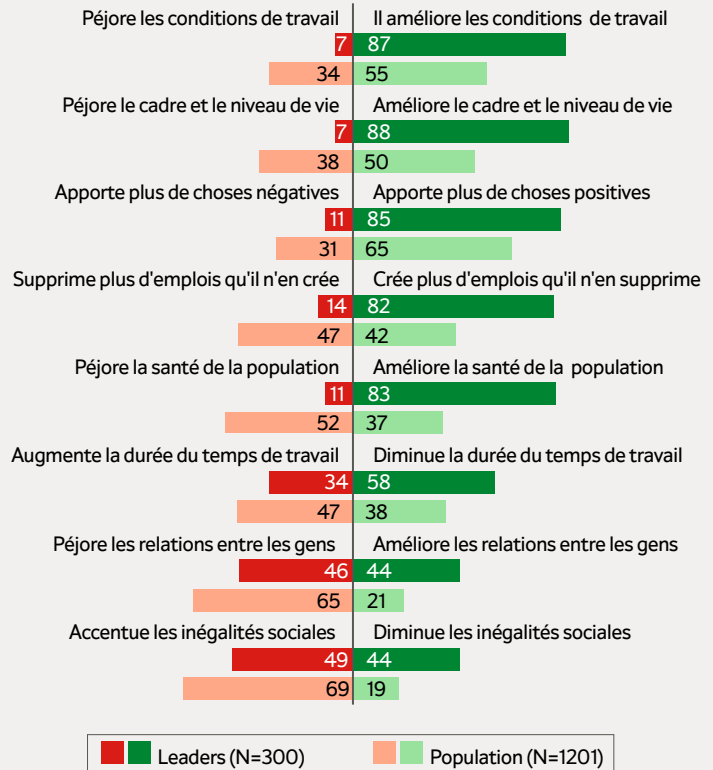


5^e condition à la compétitivité: un regard positif sur le progrès technique

FORTES RÉTICENCES DANS LA POPULATION VIS-À-VIS DU PROGRÈS TECHNIQUE

Quelle que soit la proposition de cette longue question, la population est systématiquement plus frileuse que les leaders. Elle n'est majoritairement favorable au progrès technique que concernant sa faculté d'améliorer les conditions de travail et le niveau de vie. Heureusement que, globalement, il apporte plus de choses positives que négatives. En revanche, selon la population, il supprimerait des emplois, péjorerait la santé, augmenterait la durée du temps de travail, péjorerait les relations et accentuerait les inégalités sociales! Sur ces deux derniers points, une majorité des leaders sont également d'accord. On observe de faibles différences entre les leaders romands, à peine plus critiques, et les Alémaniques. Dans la population, ce sont les Tessinois qui doutent un peu plus que les autres des effets positifs du progrès technique. Chez les leaders surtout, la gauche est particulièrement sensible aux effets pervers du progrès sur les relations et les inégalités sociales.

• Quels sont les effets du progrès technique sur la société ?



FORTES CRAINTES ENVIRONNEMENTALES

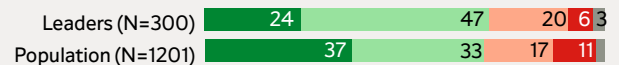
Sur la question des OGM, la population est plus particulièrement en désaccord avec les leaders, majoritairement ouverts à cette culture. A noter que les leaders latins sont plus favorables à l'interdiction que les Alémaniques alors que la population est plus unanime. Cependant, les deux échantillons se rejoignent sur la nécessité de limiter les impacts de l'économie de marché sur l'environnement, en acceptant des mesures protectrices même si elles doivent freiner la croissance. La population reste toutefois plus interventionniste, ainsi que parmi elle, les Alémaniques et les Tessinois. Mais la différence la plus importante se révèle être entre la droite et la gauche, tout particulièrement chez les leaders où c'est le grand écart: 14% des leaders de droite sont très favorables à des mesures contre 41% des leaders de gauche! De même, 18% à droite pensent qu'économie de marché et environnement ne font pas bon ménage contre 64% à gauche. Dans la population, les personnes de droite sont plus proches de la perception de la gauche.

• Opinions sur la problématique de l'environnement, pensez vous que...

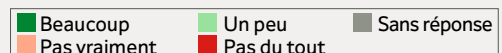
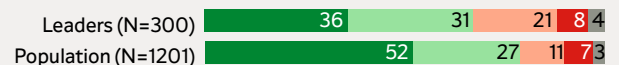
Il faut interdire la culture des OGM



Pour protéger l'environnement, on peut accepter des mesures qui freine la croissance et l'emploi



Si on laisse faire l'économie de marché, la situation de l'environnement s'aggravera



Si les emplois semblent assurés le pouvoir d'achat est égrainé. Leaders et population s'accordent pour penser que la concurrence internationale fera baisser les salaires.

2 Confiance en l'avenir Peur de la concurrence internationale

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Tout d'abord, les Suisses sont conscients de bénéficier de conditions de vie exceptionnelles. Elles se sont améliorées depuis dix ans, dans leur perception du moins, sauf au niveau de la sécurité et, pour les leaders seulement, de la vie familiale et relationnelle. Comme toujours, la Suisse est jugée privilégiée à tous points de vue par rapport aux autres pays développés, même concernant la culture et l'art qui seraient désormais d'un niveau équivalent.

Par rapport aux éditions antérieures de Sophia, les questions liées à l'emploi montrent une embellie des opinions ou, pour le moins, une stabilité. Leaders et population pensent très majoritairement que l'emploi et les conditions de travail resteront bons en Suisse, ce d'autant qu'ils sont déjà jugés meilleurs que dans les autres pays développés.

Plus ou moins d'emplois? Cet optimisme semble pourtant contredit par les 46% de la population qui craignent que la concurrence internationale ne supprime des emplois en Suisse, alors que la majorité des leaders est désormais convaincue qu'elle en créera, au contraire de ses dires en 2006. On peut s'inquiéter de l'état d'esprit des Romands et des Tessinois, beaucoup plus soucieux à cet égard, ce qui pourrait les mener vers un repli protectionniste défavorable à la compétitivité écono-

mique. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la population rejette toute libéralisation du droit du travail (même si les classes d'âge les plus jeunes y sont plus ouvertes que les autres), alors que les leaders de droite y sont en grande partie favorables. Les Suisses sont pourtant des enfants gâtés: ils estiment que le travail ne devrait pas l'emporter sur les loisirs et, si une bonne fée leur demandait de choisir entre

SI LES SUISSES DEVAIENT CHOISIR ENTRE PLUS D'ARGENT OU PLUS DE TEMPS, ILS PRENDRAIENT LA SECONDE PROPOSITION.

plus d'argent ou plus de temps, la grande majorité opterait pour la seconde proposition!

Latins pessimistes. Si les emplois semblent être plus ou moins assurés, il en va autrement pour le pouvoir d'achat sur lequel s'expriment certains doutes de la part, surtout, d'une majorité de Romands, de Tessinois et de la gauche. Les opinions sur le niveau des prix en Suisse, en comparaison internationale, se sont pourtant améliorées depuis 2006. Mais reste l'idée, chez les leaders comme dans la population, que la concurrence internationale fera sûrement baisser les salaires. Dès lors, outre la question du pouvoir d'achat, la seule vraie pointe de pessimisme concerne la question des retraites pour lesquelles leaders et population sont majoritairement soucieux.

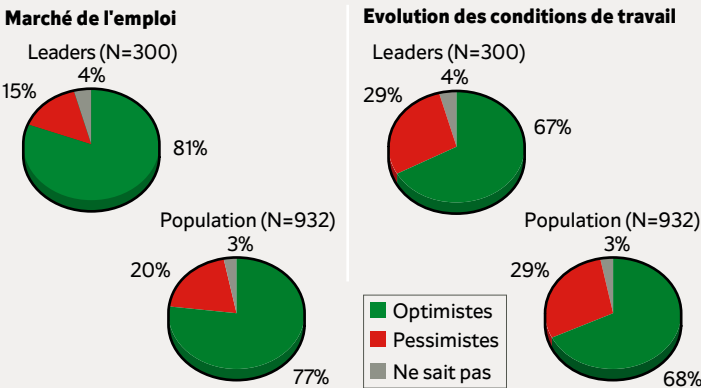
En résumé, les leaders s'affirment confiants dans l'avenir, mais il se dégage une majorité craintive ou démoralisée dans la population, chez les Latins surtout. A noter que la confiance de 2008 rejoint exactement celle de 1999. Rien ne serait donc venu rassurer les Suisses depuis presque dix ans! ◦



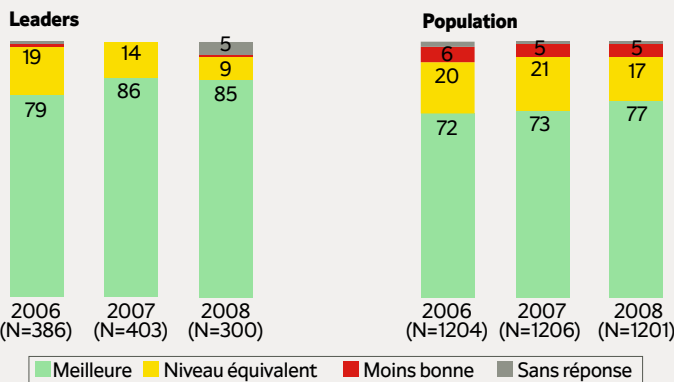
2.1 Confiance face à l'emploi, mais à court terme seulement

L'OPTIMISME RÈGNE FACE À L'EMPLOI ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DANS UNE SUISSE PRÉSERVÉE

• Etes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste sur le marché de l'emploi et l'évolution des conditions de travail?



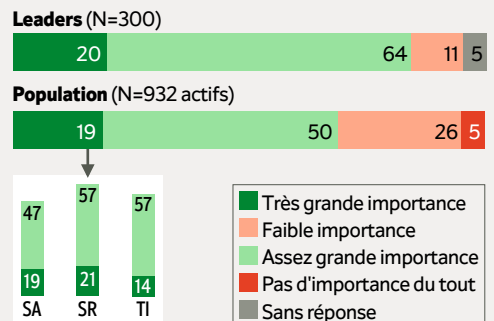
• En comparaison internationale, la situation de l'emploi et du chômage en Suisse est-elle aujourd'hui meilleure, équivalente ou moins bonne que celle d'autres pays développés?



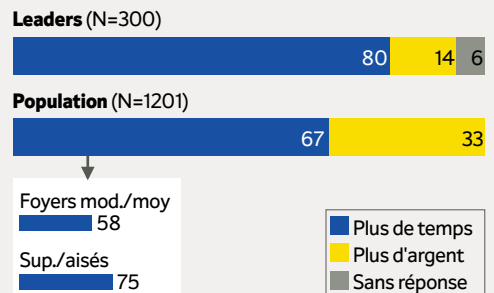
Leaders et population partagent le même optimisme quant à la pérennité de l'emploi et aussi, quoique dans une moindre mesure, quant à l'évolution des conditions de travail en Suisse. Chez les leaders, les Alémaniques et la droite montrent un enthousiasme nettement plus marqué, alors que les opinions sont plus stables dans la population. En comparaison internationale, les deux échantillons affirment que la Suisse est meilleure, chez quelques-uns équivalente, chez 5% moins bonne.

LA CARRIÈRE EST IMPORTANTE MAIS ON RÊVE PLUTÔT D'AVOIR DU TEMPS QUE PLUS D'ARGENT

• Dans votre vie actuelle, quelle importance accordez-vous à votre carrière, à votre réussite professionnelle?



• Vous croisez demain une bonne fée sur votre chemin, que lui demandez-vous: plus de temps ou plus d'argent?

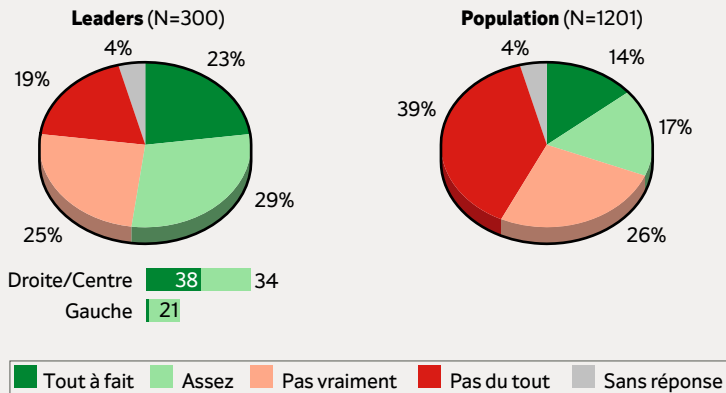


Les Suisses, leaders ou non, sont aussi peu nombreux à accorder une très grande importance à leur carrière. La réponse qui l'emporte est modérée: une assez grande importance! Toutefois, dans la population, presque un tiers ne lui accorde pas d'importance. En dépit des stéréotypes, les plus accros sont les Romands. Preuve d'un niveau de vie élevé, la population suisse rêve plus de temps que d'argent et, même dans les foyers modestes ou moyens inférieurs, la majorité opte pour du temps discrétionnaire.

NON À LA LIBÉRALISATION DU DROIT DU TRAVAIL (EMBAUCHER ET LICENCIER SANS CONTRAINTE)

Les leaders sont exactement partagés entre les tenants et les opposants à la libéralisation, cette dichotomie s'expliquant par un véritable fossé gauche-droite. Dans la population, l'opposition touche deux tiers des répondants, avec un maximum d'adhésion à cette perspective chez les Alémaniques (34%) et chez les partisans de la droite (41%). Chez les leaders, les milieux économiques sont un peu plus ouverts à cette libéralisation que les autres, mais pas de façon majeure (65% contre 58%). Dans la population, on observe avec intérêt les opinions plus libérales de 38% des personnes âgées de moins de 30 ans et de 34% des Alémaniques.

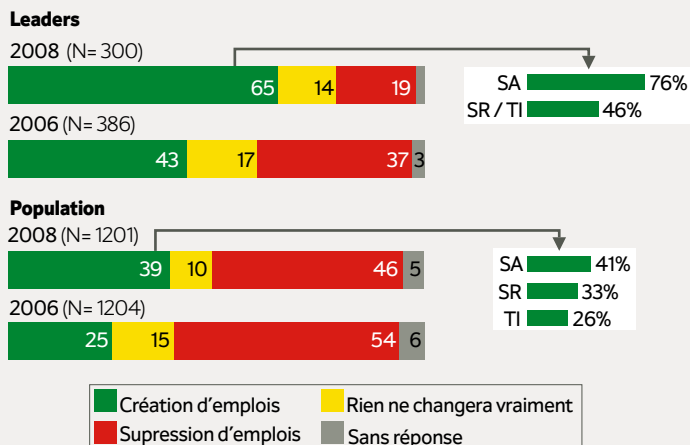
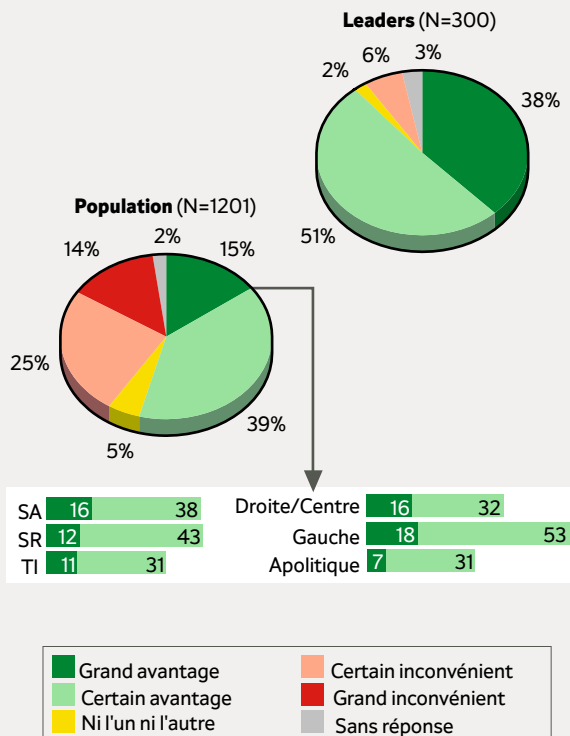
• Pensez-vous que, dans le monde actuel, les entreprises devraient pouvoir embaucher et licencier avec très peu de contraintes?



LA POPULATION CRAINT LES CONSÉQUENCES DE LA CONCURRENCE INTERNATIONALE SUR L'EMPLOI

• L'ouverture à la main-d'oeuvre étrangère est-elle plutôt un avantage ou un inconvénient pour l'avenir économique de la Suisse ?

• La concurrence internationale créera-t-elle des emplois ou amènera-t-elle la suppression d'emplois en Suisse ?

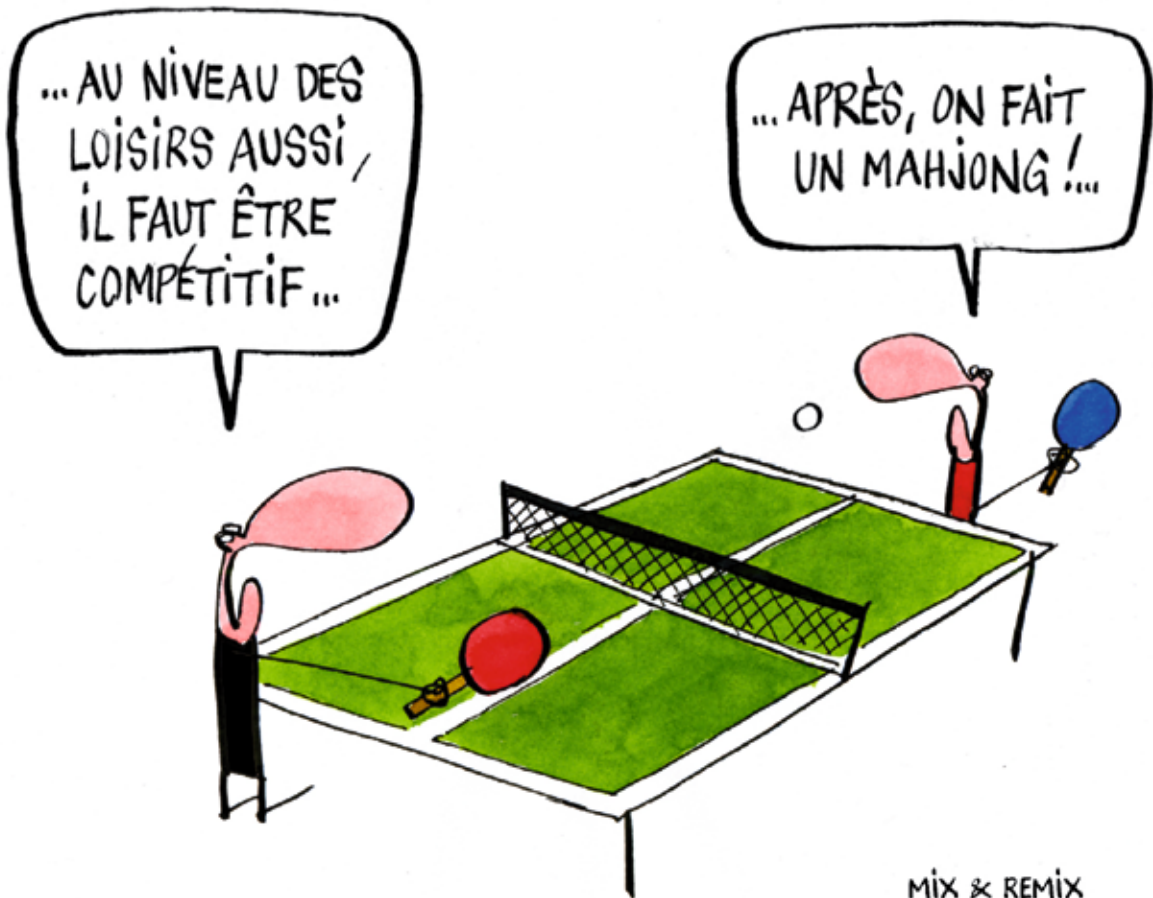
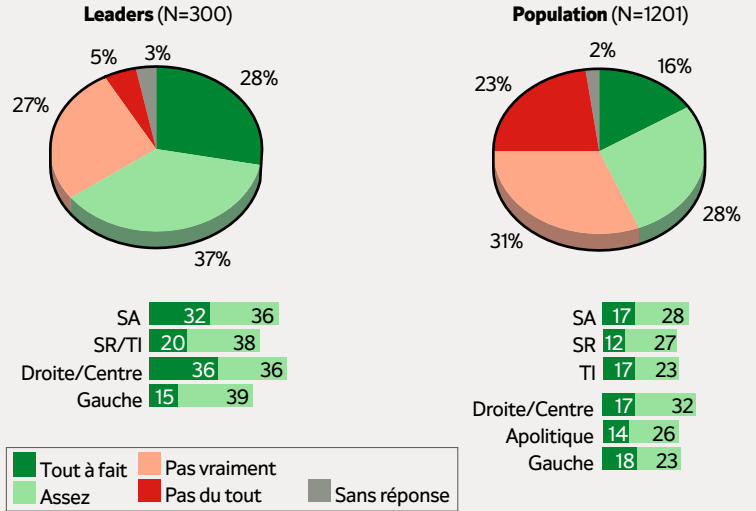


Avec l'embellie économique, l'opinion des leaders et de la population s'améliore sensiblement par rapport à 2006. Les deux tiers des leaders estiment désormais que la concurrence est porteuse de nouveaux emplois, alors que la moitié de la population pense au contraire qu'elle en supprimera. Les Alémaniques se montrent considérablement plus ouverts à la concurrence que les Latins. Cette concurrence ne se comprend pas comme celle de la main-d'oeuvre étrangère, puisqu'une majorité dans les deux échantillons considère que celle-ci représente un avantage pour l'avenir économique de la Suisse. Toutefois, 4 personnes sur 10 y voient un inconvénient plus ou moins grand, la gauche se montrant ici pour une fois plus confiante.

POUR LA POPULATION, LE TRAVAIL NE DOIT PAS L'EMPORTER SUR LES LOISIRS

A cette question, les réponses moyennement positives ou négatives l'emportent sur les affirmations péremptoires. Chez les leaders, un quart approuve entièrement l'idée que le travail doit l'emporter sur les loisirs, mais il s'agit surtout de la droite et des Alémaniques. Dans la population, un quart pense exactement le contraire. Au total des réponses catégoriques et neutres, le travail l'emporte chez les leaders, alors que les loisirs sont âprement défendus dans la population. Ces réponses viennent confirmer le besoin de temps exprimé à la question précédente.

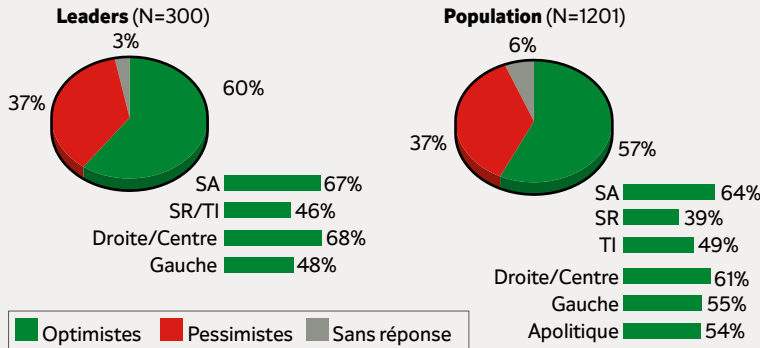
• Êtes-vous de ceux qui pensent qu'on devrait attacher plus d'importance au travail qu'au temps libre ?



2.2 Des doutes sur l'évolution du pouvoir d'achat

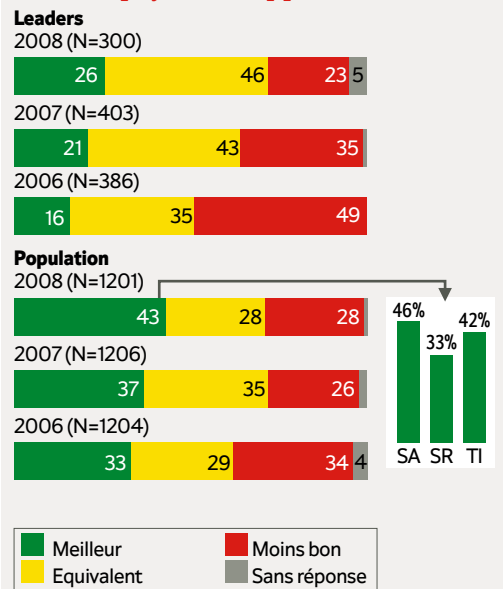
LES PESSIMISTES SONT NOMBREUX SUR L'ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT

• Etes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste quant à l'évolution du pouvoir d'achat en Suisse?



Un large tiers des deux échantillons est pessimiste sur l'évolution du pouvoir d'achat, les Romands, les Tessinois et la gauche l'étant même majoritairement. La grande différence entre le jugement de la gauche et de la droite chez les leaders n'est pas aussi marquée dans la population. Une fois n'est pas coutume, les leaders ne jugent pas le niveau des prix par rapport aux salaires en Suisse meilleur que celui des autres pays développés, alors que la population le pense majoritairement, au contraire. On constate cependant avec plaisir que les opinions évoluent favorablement depuis 2006, aussi bien chez les leaders que dans la population. A noter que désormais, un quart à peine des répondants juge la Suisse défavorisée en la matière

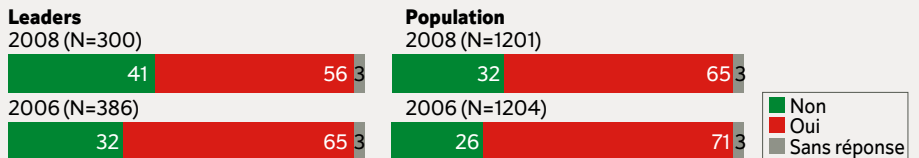
• En comparaison internationale, le niveau des prix par rapport aux salaires en Suisse est-il meilleur, équivalent ou moins bon que celui d'autres pays développés?



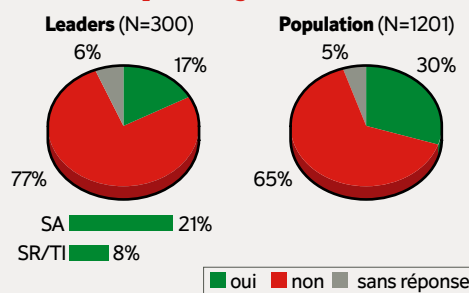
LA CONCURRENCE INTERNATIONALE FERA BAISSER LES SALAIRES!

La concurrence internationale fera certainement baisser le niveau des salaires estiment leaders et population. Ce résultat est d'autant plus préoccupant que rares sont ceux parmi les leaders (17%) ou la population (30%) qui appellent de leurs vœux une telle baisse dans le but qu'elle fasse effet sur le niveau des prix. En revanche, une majorité pense que cela adviendra certainement ou peut-être. Ces réponses montrent bien que, malgré de faibles préoccupations au niveau de l'emploi, les Suisses sont soucieux avant tout de leur pouvoir d'achat à venir.

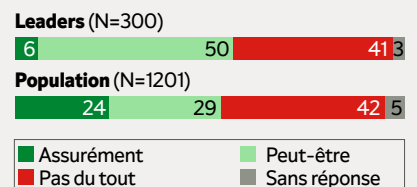
• La concurrence internationale fera-t-elle baisser le niveau des salaires en Suisse?



• Favorable ou non à une baisse des salaires en Suisse entraînant une baisse des prix, alignés sur les voisins européens?



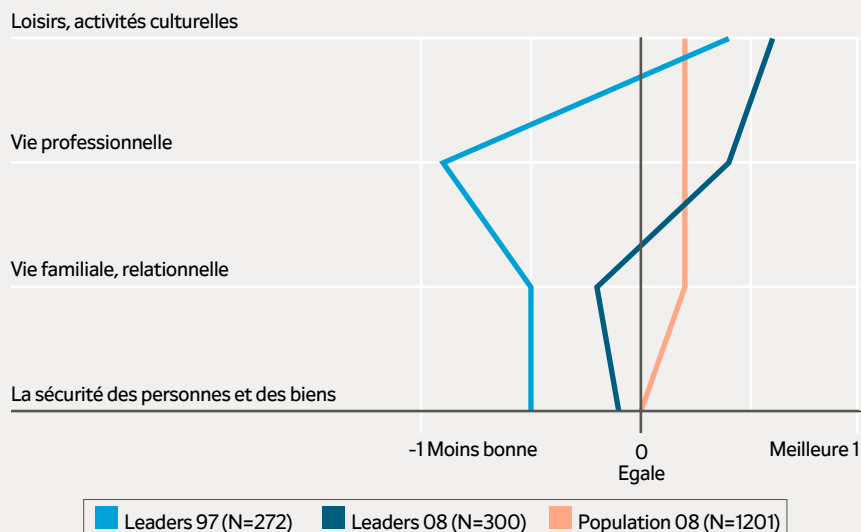
• Cela va-t-il advenir ou non dans les dix prochaines années?



2.3 Les Suisses conscients de leurs conditions de vie exceptionnelles

AMÉLIORATION GÉNÉRALE DES CONDITIONS DE VIE EN DIX ANS SELON LES LEADERS

• Pour chacun des éléments de la liste ci-dessous, veuillez noter si pour vous-même (leaders : pour les Suisses en général) la situation est meilleure aujourd'hui, égale ou moins bonne qu'il y a une dizaine d'années:

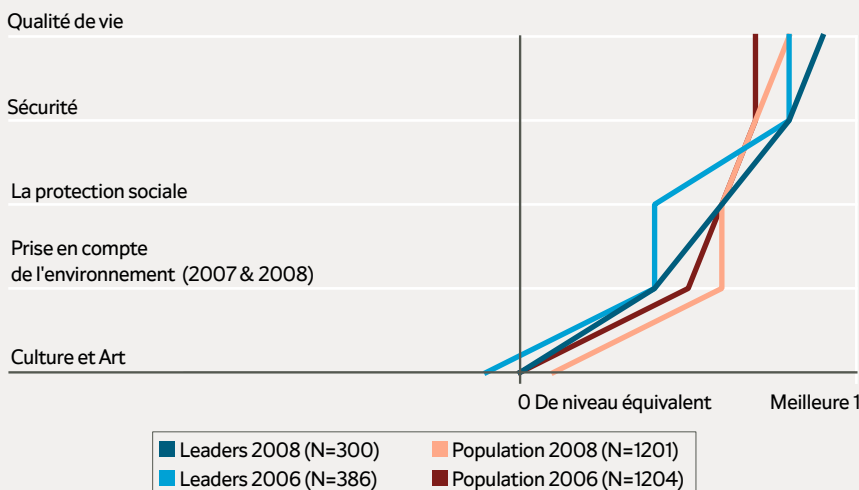


Interrogés il y a onze ans, les leaders étaient très pessimistes sur l'évolution des conditions de vie depuis 1987. Ils trouvaient alors que tout s'était péjoré sauf les loisirs et les activités culturelles. On enregistre aujourd'hui sur tous ces points une amélioration, même si la vie familiale et relationnelle, ainsi que la sécurité des biens et personnes se sont péjorées en dix ans. On notera avec plaisir que la population est beaucoup moins critique qu'auparavant puisque, pour elle, tout s'est amélioré sauf la sécurité qui est restée stable. Toujours dans la population, les plus jeunes sont les plus optimistes, ce qui est évidemment encourageant. Chez les leaders, la droite est plus enthousiaste que la gauche sur l'amélioration de la vie professionnelle mais elle est plus pessimiste sur l'évolution de la sécurité.

COMME TOUJOURS, LA SUISSE SE PERÇOIT MIEUX LOTIE QUE LES AUTRES

Avec une belle unanimité, leaders et populations affirment que la Suisse est meilleure que les autres en matière de qualité de vie, de sécurité, de protection sociale et de prise en compte de l'environnement. Même concernant la culture et l'art, les deux échantillons s'accordent sur une équivalence avec les autres pays. Même si les différences sont relativement faibles, on observe une évolution positive de toutes ces perceptions depuis 2006. Dans la population, il n'y a guère de différences significatives entre les sous-groupes, mais la droite se révèle systématiquement plus optimiste que la gauche, en particulier sur les conditions sociales, ce que l'on retrouve d'ailleurs chez les leaders et les Alémaniques.

• En comparaison internationale, diriez-vous que la Suisse est aujourd'hui meilleure, de niveau équivalent ou moins bonne que d'autres pays développés dans les domaines suivants:



UN AVENIR SOMBRE POUR LES RETRAITES

Autant ils montrent de l'optimisme quant à l'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, autant les leaders et la population sont pessimistes pour les retraites. A peine un quart est confiant, la gauche étant plus préoccupée encore que la droite, le centre ou les apolitiques. Dans la population, les personnes âgées de 30 à 45 ans sont les plus soucieuses ainsi que celles qui bénéficient d'une formation supérieure. Sur l'épineuse question de la santé, seule une minorité des deux échantillons est favorable au contrôle des soins et à la fin des libertés en matière de médecine. Pourtant, rares sont ceux persuadés que cela n'advient pas.

• Etes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste quant...

A l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour les personnes actives

Leaders (N=300)



Population (N=932)



Au niveau des retraites (AVS et 2^e pilier)

Leaders (N=300)



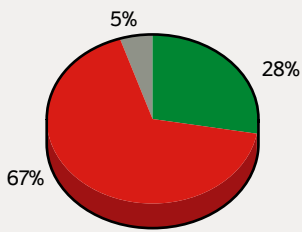
Population (N=1201)



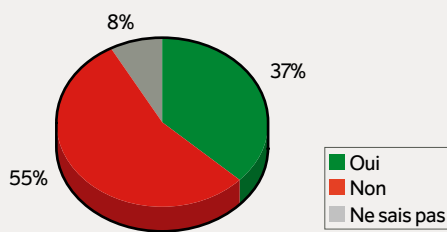
■ Optimistes ■ Pessimistes ■ Ne sait pas

• Favorable au contrôle des soins et à la fin des libertés en matière de médecine?

Leaders (N=300)



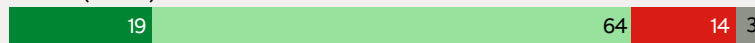
Population (N=1201)



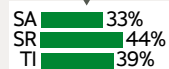
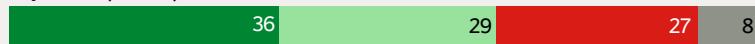
■ Oui ■ Non ■ Ne sais pas

• Et pensez-vous que cela va advenir ou non dans les 10 prochaines années?

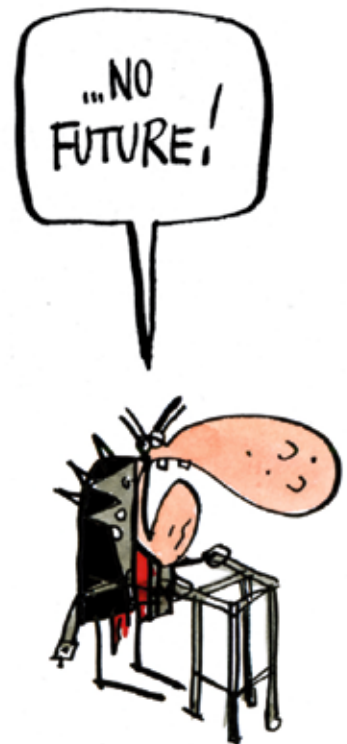
Leaders (N=300)



Population (N=1201)



■ Assurément ■ Peut-être ■ Pas du tout ■ Sans réponse



La mondialisation est une chance pour la Suisse. Les leaders en sont persuadés, mais la population fait de moins en moins confiance aux grands patrons.

3 Croissance et mondialisation L'écologie est un avantage concurrentiel

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Les jugements portés sur la compétitivité du pays s'inscrivent dans un contexte de mondialisation des marchés qui fait peur aux Suisses. Même si le phénomène est jugé toujours plus irréversible, il ne sera pas porteur de paix pour autant. Il n'amènera pas un regain de valeurs, anciennes ou nouvelles, ni ne débouchera sur des sociétés plus justes, disent-ils. Seul avantage incontesté, un accroissement de l'instruction. La moitié des leaders est persuadée que toute la planète profitera des avantages de la mondialisation, alors que la population en est nettement moins sûre. On remarque d'ailleurs que les conséquences paraissent d'autant plus négatives qu'on s'éloigne de l'environnement direct de l'individu, sans doute par méconnaissance des réalités plus lointaines. Les jeunes sont plus familiers avec ce phénomène et ils expriment donc moins de craintes que leurs aînés. Sur le plan purement économique, la mondialisation est considérée comme une chance pour la Suisse par les leaders, mais la population est partagée, les deux échantillons n'ayant que très légèrement amélioré leur opinion à ce sujet depuis neuf ans.

Dans ce climat de craintes diffuses, les patrons des entreprises suisses ont la cote, surtout lorsqu'ils dirigent des PME, alors que les responsables des grandes entreprises éveillent une cer-

taine méfiance, sans doute amplifiée par les événements récents liés à la crise des *subprimes*. A la question de savoir quel milieu bénéficie de la meilleure crédibilité, on les trouve à la deuxième place après les scientifiques, mais avant les politiques et les journalistes. Résultat amusant: 48% des leaders de l'économie feraient en premier confiance aux patrons, alors que 21% seulement des leaders de la politique le feraient pour les politiciens!

En revanche, c'est plutôt le monde de la finance et de la Bourse qu'on accuse d'être toujours plus déconnecté des réalités du monde industriel. Ce n'est pourtant pas la notion même de profit qui est mal vue, mais plutôt le système des bénéfices à court terme, liés à la spéculation plutôt qu'à la réalité des entreprises. Les leaders de l'économie ne s'y sont pas trompés puisqu'ils sont 70% à s'en plaindre.

Stabiliser la croissance. Toutefois, le principal indicateur négatif du sondage réside dans cette tendance dans la population à vouloir stabiliser (61%) ou réduire (11%) la croissance économique plutôt que de la favoriser, ce que seule une personne sur quatre dans la population appelle de ses vœux. La tendance politique n'y change pas grand-chose avec seulement 36% à droite et 18% à gauche. Les leaders sont

heureusement plus dynamiques, mais essentiellement en raison des réponses de la droite (72%) et du centre (61%). Les grandes peurs écologiques ne sont sans doute pas étrangères à ces réactions (*voir Sophia 2007*) qui mènent à approuver des mesures protectrices pour limiter les impacts de l'économie sur l'environnement, même au prix d'un coup de frein à la croissance. Toutefois, les leaders de droite et de gauche s'opposent totalement à ce sujet, ce qui laisse augurer des débats houleux sous la Coupole fédérale. Pourtant, leaders et population, même de droite, affirment que la sensibilité environnementale des Suisses est un avantage concurrentiel et non pas un inconvénient.

Asie redoutée. La compétitivité de la Suisse est finalement jugée excellente par les leaders et la population unanimes, tendanciellement meilleure ou similaire en comparaison internationale. Pourtant, la population craint la concurrence des économies émergentes de Chine et d'Inde. Que faire face à ce danger? Selon les interviewés, ce

n'est pas tant le savoir-faire des entrepreneurs qu'il faudrait améliorer mais plutôt l'état d'esprit de la population – le sondage prouve qu'ils n'ont pas tort – mais surtout les conditions cadres que les leaders de l'économie ainsi que

la population, ont tendance à juger médiocres.

En outre, il faudrait stimuler quelque peu la créativité du pays qui est jugée «assez bonne» par les leaders et la population – un tiers des jeunes de moins de 30 ans trouve même que la Suisse n'est pas créative du tout – sans doute parce qu'ils estiment qu'elle manque de projets nationaux d'envergure susceptibles de les enthousiasmer. Les Latins ajoutent qu'elle ne compte pas assez de voix capables de se faire entendre! La Suisse serait ainsi assez bien préparée à affronter les conséquences de la mondialisation, malgré des Romands plus pessimistes et des jeunes plus confiants. ◦

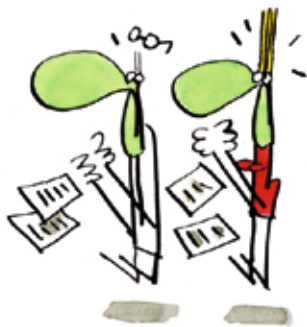
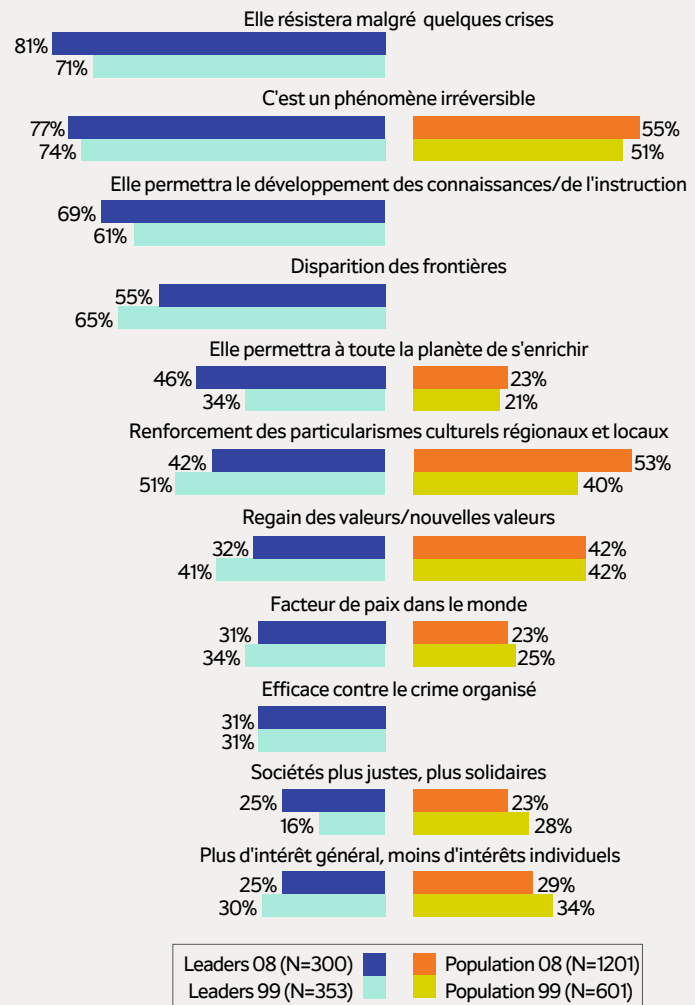
**LE MONDE DE LA
FINANCE ET DE LA
BOURSE EST ACCUSÉ
D'ÊTRE DÉCONNECTÉ
DES RÉALITÉS DU
MONDE INDUSTRIEL.**

3.1 La mondialisation fait peur

UN PHÉNOMÈNE IRRÉVERSIBLE PORTEUR DE CRAINTES

Cette question multiple a déjà été posée en 1999 et l'évolution avec 2008 est riche d'enseignements. On constate tout d'abord que la mondialisation est toujours plus considérée comme irréversible, même si 55% seulement de la population en sont convaincus, respectivement 65% des moins de 30 ans et à peine 51% des Romands. Elle mènera à la disparition des frontières disent 55% des leaders (contre 65% il y a neuf ans), mais cela ne sera pas pour autant un facteur de paix dans le monde, perspective réjouissante que ne partagent ni les leaders (31%) ni la population (23%), les deux affirmant plutôt que de nouveaux conflits naîtront. Le principal apport positif de la mondialisation pour les leaders sera le développement de l'instruction et pour la population le renforcement des particularismes locaux (par opposition à une culture uniformisée qui n'obtient que 37% des suffrages). Aucune des autres propositions n'emporte l'adhésion de la majorité: ni un regain des valeurs, ni plus d'efficacité contre le crime organisé, ni des sociétés plus justes, ni la renaissance de l'intérêt général. Toutefois, pour 46% des leaders, la mondialisation de l'économie permettra à toute la planète de s'enrichir, alors qu'à peine un quart de la population en est convaincu, affirmant plutôt qu'elle ne profitera qu'à quelques régions privilégiées. En général, les jeunes sont un peu moins critiques envers le phénomène.

• Comment la mondialisation va-t-elle évoluer d'ici 10 ou 20 ans?

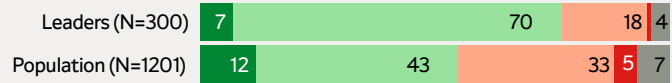


LA MONDIALISATION APPORTE PLUTÔT DES RETOMBÉES POSITIVES

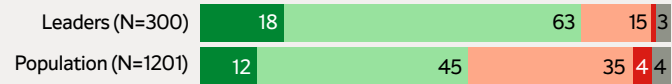
Les réponses à cette question pourraient paraître contradictoires avec les précédentes, mais il n'en est rien. On enregistre plutôt des réactions mitigées: les enthousiastes oscillent entre 7% et 18% et les très critiques ne sont également que 1% à 11%. Tous les autres notent quelques retombées positives ou quelques retombées négatives... Rien de net, ni de catégorique. De façon générale, les Alémaniques sont toutefois plus confiants. La population ressent moins les retombées positives que les leaders et il faut donc compter dans ses rangs jusqu'à 52% de réfractaires contre 34% au maximum chez les leaders. Les Suisses sont ainsi 38% à estimer que les retombées sont plutôt négatives sur leur niveau de vie ou sur l'économie suisse en général, 35% sur le monde occidental et 52% sur l'ensemble de la planète. Dès lors, plus on s'éloigne de l'individu, plus les effets paraissent négatifs! Les moins de 30 ans, les hommes et les Alémaniques sont systématiquement plus positifs.

• La mondialisation apporte-t-elle des retombées positives ou négatives?

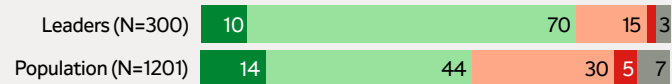
Sur votre niveau/qualité de vie



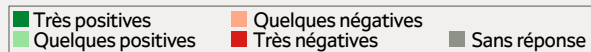
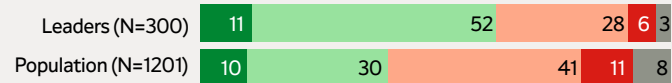
Sur l'économie et la société suisse en général



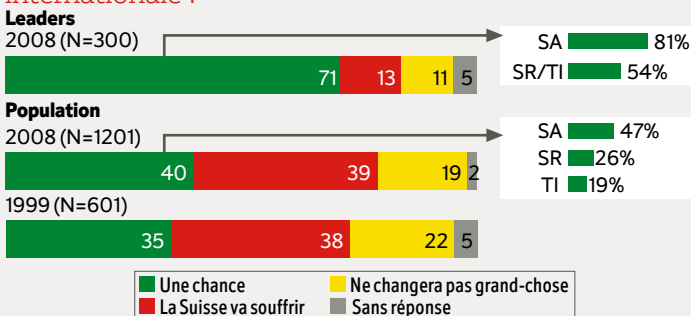
Pour le monde occidental



Pour l'ensemble de la planète



• La mondialisation est-elle une chance pour la Suisse ou notre pays va-t-il souffrir de cette compétition internationale ?

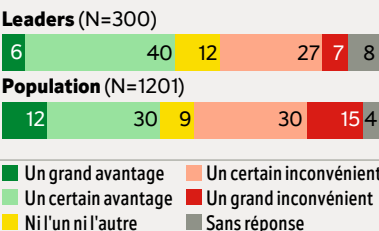


POUR LES LEADERS, LA MONDIALISATION EST UNE CHANCE, MAIS LA POPULATION EST PARTAGÉE

C'est avec un état d'esprit fort différent que les leaders et la population appréhendent la mondialisation. Sept sur dix des premiers la considèrent comme une chance, alors que 40% seulement de la population la voient ainsi. Dans les deux échantillons, les Alémaniques sont nettement plus optimistes que les Latins. On constate que l'opinion de la population n'a que légèrement évolué en neuf ans, dans le sens positif heureusement.

LES PARTICIPATIONS ÉTRANGÈRES REPRÉSENTENT UN CERTAIN DANGER!

• Les prises de participation étrangères dans les sociétés suisses sont-elles plutôt des avantages ou des inconvénients pour l'avenir économique de la Suisse ?



Les leaders comme la population sont partagés sur la question de savoir si les prises de participation étrangères dans les sociétés suisses avantagent ou non l'avenir économique. Il est vrai que le sujet n'a été vraiment traité que récemment, lors de la recapitalisation d'UBS par les fonds souverains de Singapour et du Golfe. Dès lors que ces événements, très présents à l'esprit des personnes interrogées, sont intervenus en temps de crise, les participations étrangères peuvent avoir paru redoutables et relativement blessantes pour l'amour-propre national.



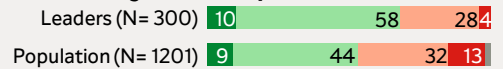
3.2 Confiance dans l'économie et ses représentants

LA CONFIANCE ENVERS LES PATRONS RÈGNE

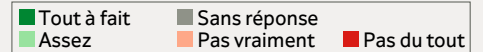
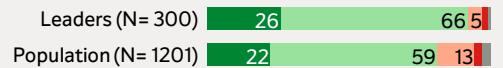
Les patrons de PME suscitent une confiance qui, pour ne pas être forcément pleine et entière, touche cependant 92% des leaders et 81% de la population. En revanche, un tiers des leaders et 45% de la population expriment de la méfiance s'agissant des grandes entreprises. Bien sûr, la prise d'information qui s'est déroulée en période d'instabilité boursière et de crise des banques explique en partie ces résultats, mais pas entièrement. La méfiance enregistrée plus haut vis-à-vis de la mondialisation déteint sans doute sur les entreprises multinationales, principaux acteurs de l'économie globalisée. La gauche se montre particulièrement méfiante mais les Latins semblent au contraire mieux disposés envers les patrons. Toutefois, on n'enregistre aucune différence de confiance entre les leaders de l'économie et les autres.

• **Confiance aux patrons pour maintenir l'économie du pays, ses emplois et sa croissance?**

Patrons des grandes entreprises ?



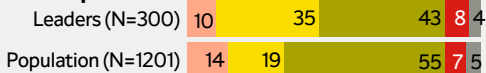
Patrons des PME ?



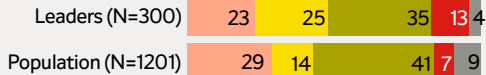
PATRONS DE PME TANT AIMÉS

• **Comparaison entre les patrons des grandes entreprises et ceux des PME**

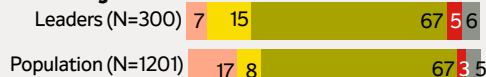
Plus compétents



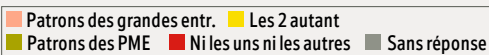
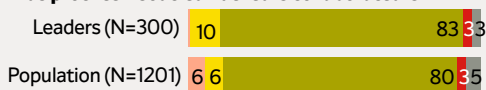
Plus visionnaires



Plus courageux



Plus proches / soucieux de leurs collaborateurs

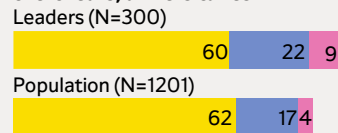


Ils sont plus compétents, plus visionnaires, plus courageux et plus sociaux que ceux des grandes entreprises. Les réponses sont sans appel puisque la balance penche toujours du même côté. On notera que les Tessinois accordent un meilleur crédit que les autres à la compétence des grands patrons. Sinon, les opinions sont relativement stables.

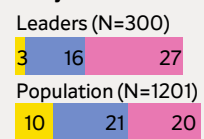
LES SCIENTIFIQUES SONT LES PLUS ÉCOUTÉS, LES POLITIQUES ET LES JOURNALISTES LES MOINS

• **Lors des débats de société, à qui accordez-vous le plus facilement votre confiance?**

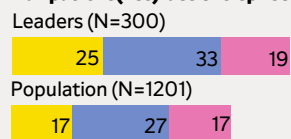
Aux scientifiques, chercheurs, universitaires



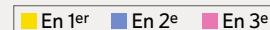
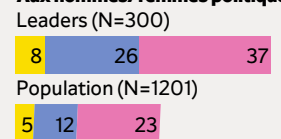
Aux journalistes



Aux patrons(nes) des entreprises suisses



Aux hommes/femmes politiques

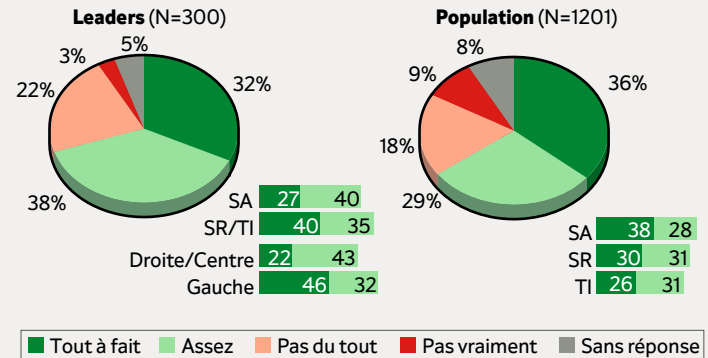


Étrange hiérarchie que celle qui ressort de cette question, plaçant les scientifiques en tête de la crédibilité, suivis par les patrons, alors que les politiques et les journalistes, normalement en charge de la parole publique, arrivent en dernier. A noter que la population place les journalistes avant les politiciens alors que les leaders font le contraire. Les deux échantillons sont en revanche d'accord pour favoriser les scientifiques et ensuite les patrons. Chez les leaders, on observe une différence majeure entre ceux de droite qui sont 34% à citer les patrons, contre 43% du centre et 5% à peine de la gauche, celle-ci reportant sa confiance sur les scientifiques. On ne retrouve pas ce véritable fossé dans la population avec des scores plus rapprochés de 67%, 61% et 53%.

LES INTÉRÊTS DU MONDE FINANCIER NUISENT AU MONDE INDUSTRIEL

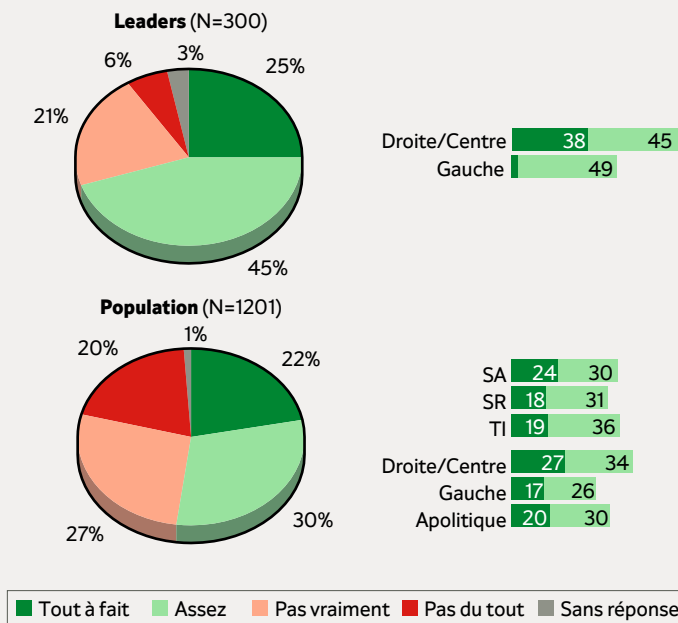
La période chahutée traversée par les banques suite à la crise des subprimes a sans doute conduit les interviewés à une plus grande sévérité. Il en résulte que 70% des leaders et 65% de la population estiment que les intérêts du monde financier s'opposent toujours plus à ceux du monde industriel. Chez les leaders, les Latins et la gauche sont les plus affirmatifs, alors que ce sont plutôt les Alémaniques qui le sont dans la population, peut-être parce que les grandes banques ont leur siège là-bas. Ce jugement est d'autant plus problématique qu'il est partagé aussi bien par les leaders du monde politique que par ceux de l'économie.

• Les intérêts du monde financier sont-ils ou non de plus en plus opposés à ceux du monde industriel?



PAS DE FAUSSE PUDEUR SUR LA QUESTION DU PROFIT: IL EST BÉNÉFIQUE!

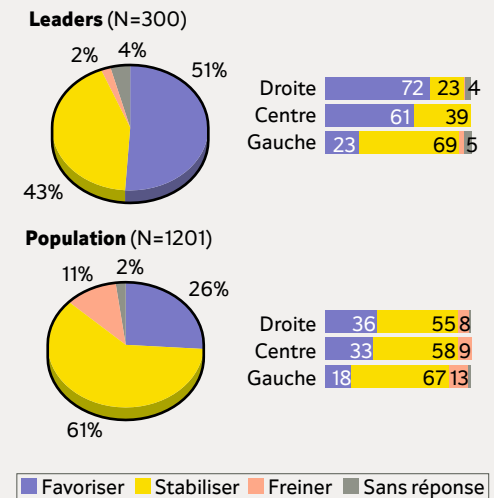
• La recherche du profit est-elle plutôt bénéfique ou non pour la société?



L'économie doit rechercher le profit car c'est bon pour elle et donc pour toute la société: 70% des leaders approuvent ce principe alors que la population est partagée avec une petite majorité de 52% seulement qui approuvent. C'est évidemment un postulat de la droite plutôt que de la gauche, avec une très grande différence chez les leaders (83% contre 52%), quand même moins marquée dans la population. Les leaders alémaniques, de droite et du centre en sont encore plus convaincus que les autres et, dans la population, les jeunes sont les plus décomplexés face au profit.

POUR LA POPULATION, IL FAUT STABILISER PLUTÔT QUE FAVORISER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

• Faut-il plutôt favoriser, plutôt stabiliser ou plutôt freiner la croissance économique?



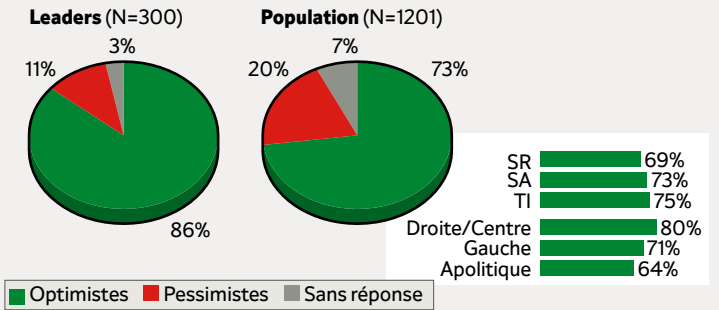
Du côté des leaders, les choses sont claires: pour la moitié il faut favoriser la croissance et, pour presque tous les autres, la stabiliser. La seule différence majeure se situe entre les tendances politiques, les leaders de droite (72%) et du centre (61%) étant plus favorables à la croissance que la gauche (23%). Dans la population, les hommes sont plus dynamiques que les femmes (31% contre 22%) et la droite plus que la gauche (36% contre 18%).

3.3 Jugements sur la compétitivité suisse

JUGEMENTS FAVORABLES SUR LA COMPÉTITIVITÉ SUISSE

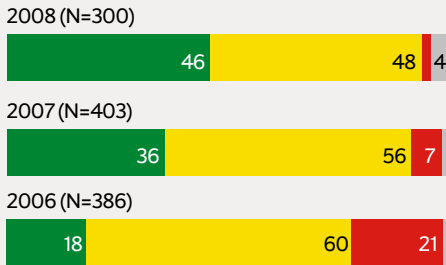
Seul un leader sur dix et deux personnes sur dix sont pessimistes sur la compétitivité suisse, les opinions favorables étant très stables dans les différents sous-groupes. En outre, en comparaison internationale, les deux échantillons ont nettement amélioré leur jugement depuis 2006. Là aussi, leaders et population sont unanimes pour juger meilleure (46%) ou pour le moins équivalente la compétitivité suisse. Seuls 2% des leaders et 12% de la population la considèrent moins bonne.

• Êtes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste quant à la compétitivité de l'économie suisse?

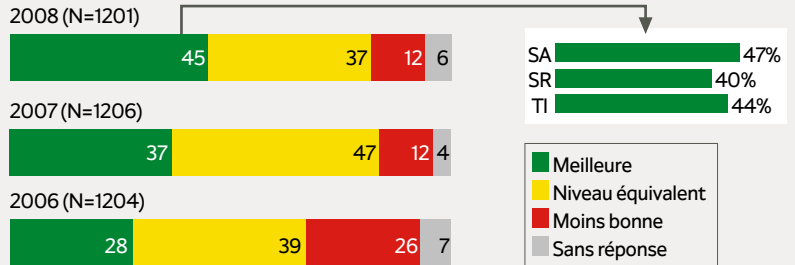


• En comparaison internationale, la compétitivité économique suisse est-elle aujourd'hui meilleure, de niveau équivalent ou moins bonne que celle d'autres pays développés?

Leaders



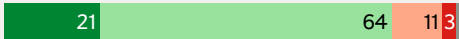
Population



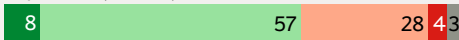
LE SAVOIR-FAIRE DES PATRONS MIEUX JUGÉ QUE LES CONDITIONS-CADRES QUI LEUR SONT OFFERTES

• Jugement sur les trois éléments suivants qui conditionnent la créativité et la croissance économique

Le savoir-faire et le dynamisme des entrepreneurs
Leaders (N=300)

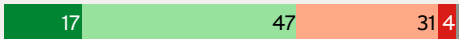


Population (N=1201)

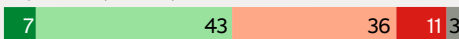


L'état d'esprit général de la population active

Leaders (N=300)

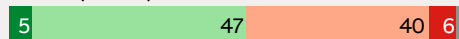


Population (N=1201)

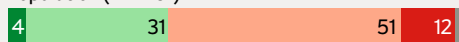


Les conditions-cadres mises en place par les politiques

Leaders (N=300)



Population (N=1201)



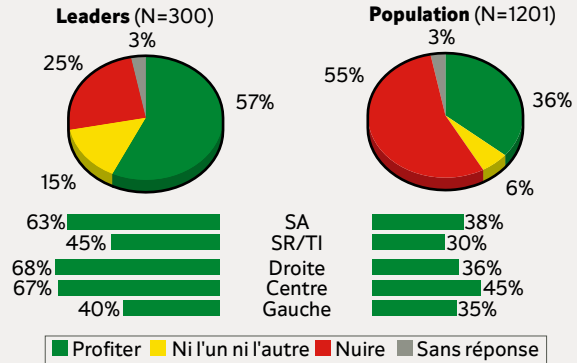
■ Excellent(e)s ■ Bon(ne)s ■ Sans réponse
■ Mauvais(es) ■ Moyen(ne)s

Priés de juger ces trois piliers de la croissance économique, leaders comme population jugent mieux le savoir-faire des entrepreneurs que l'état d'esprit de la population et surtout que les conditions-cadres mises en place par les politiques. Malgré cette hiérarchie semblable, la population est plus sévère vis-à-vis des trois facteurs. Une fois encore, elle affirme son soutien aux patrons mais elle est partagée sur l'état d'esprit dont elle-même est animée et enfin les deux tiers déplorent les conditions-cadres. Même si les différences structurelles se maintiennent entre droite/centre et gauche, la tendance est générale. Les leaders de l'économie sont enclins à juger médiocres les conditions-cadres que les leaders de la politique trouvent au contraire bonnes.

«La Suisse n'a pas nécessairement besoin de leaders, un Blocher c'est assez!» paroles de leader

LA CRAINTE DU PÉRIL JAUNE EST BIEN PRÉSENTE

• Le dynamisme des économies chinoise et indienne va-t-il plutôt profiter ou plutôt nuire à l'économie des pays occidentaux?



Si les leaders sont sereins, moins à gauche et chez les Latins, la population craint que le dynamisme des économies chinoise et indienne ne nuise aux pays occidentaux. La population réagit donc à l'inverse des leaders qui misent sur un essor généralisé sous l'impulsion du réveil asiatique. Les différences structurelles sont chez elle moins grandes que chez les leaders.

UN ENVIRONNEMENT SAIN POUR UNE POPULATION ÂGÉE

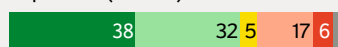
• Les éléments suivants sont plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients pour l'avenir économique de la Suisse?

La sensibilité écologique de la population

Leaders (N=300)

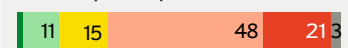


Population (N=1201)

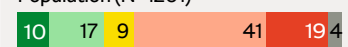


Le vieillissement de la population suisse

Leaders (N=300)



Population (N=1201)



■ Un grand avantage ■ Un certain avantage ■ Ni l'un ni l'autre ■ Un certain inconvénient ■ Un grand inconvénient ■ Sans réponse

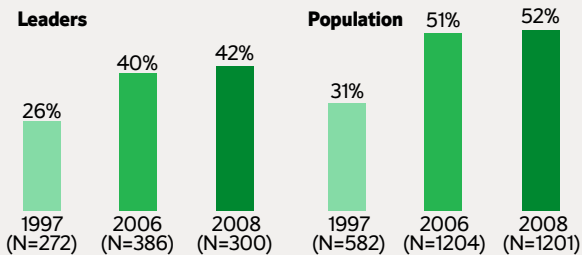
Leaders et population unanimes pensent que la sensibilité environnementale de la Suisse est un avantage concurrentiel (88% et 70%) et non pas un inconvénient (6% et 23%), cela même à droite. En revanche, tous s'accordent à penser que le vieillissement de la population représente un certain inconvénient, voire un inconvénient certain pour l'avenir économique de la Suisse.

«Le but des grands patrons est, hélas, souvent de servir l'actionnariat à court terme et non pas de maintenir et développer un tissu économique fort. Au contraire, les patrons de TPE et PME visent en général ce développement.» *paroles de leader*



PEU DE LEADERS ROMANDS

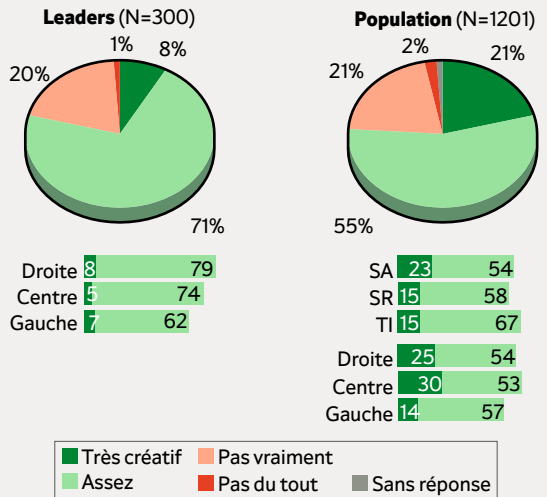
• **La Suisse compte-t-elle bon nombre de leaders qui savent se faire entendre?** (pourcentage de «oui»)



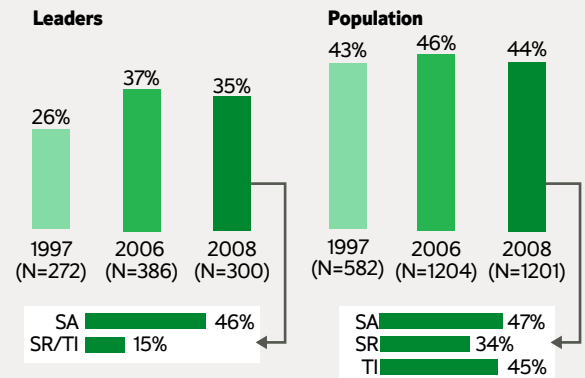
La perception d'un pays qui compte suffisamment de leaders a évolué positivement en onze ans. Désormais, la majorité de la population en est persuadée, ainsi que 42% des leaders. Malheureusement, c'est surtout le fait des Alémaniques, car 23% seulement des leaders latins sont positifs, 38% de la population italophone et 38% de la population romande. C'est parmi les personnes de droite que le manque de leaders est le plus affirmé.

UN PAYS «ASSEZ» CRÉATIF MAIS QUI MANQUE DE PROJETS NATIONAUX

• **La Suisse est-elle de manière générale un pays créatif ?**



• **La Suisse est-elle riche en projets nationaux de grande envergure ?** (pourcentage de «oui»)



Selon les leaders, la Suisse n'est pas «très» créative (8%) mais seulement «assez». Ce qui nuance beaucoup les 80% d'opinions positives. Dans la population, 21% trouvent le pays «très» créatif, ce qui représente un résultat nettement plus satisfaisant, d'autant qu'il est assez unanime, malgré une attitude plus critique de la gauche et des Romands. On notera également qu'un tiers des jeunes de moins de 30 ans ne trouvent pas la Suisse créative du tout. Dès lors, comment s'étonner du manque de projets d'envergure nationale capables d'enthousiasmer? Seul un tiers des leaders et 44% de la population trouvent le pays riche en projets mais, encore une fois, les Romands sont très en retrait avec 15% des leaders et 34% du grand public. Cette perception s'est améliorée depuis 1997, mais elle n'a plus évolué depuis deux ans.

UNE ÉPOQUE PASSIONNANTE, INSTABLE, DONC PÉRILLEUSE

• Comment envisagez-vous les trente prochaines années en Suisse et dans les pays voisins?

Leaders

2008 (N=300)



2006 (N=386)



1999 (N=353)



Population

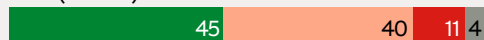
2008 (N=1201)



2006 (N=1204)



1999 (N=600)



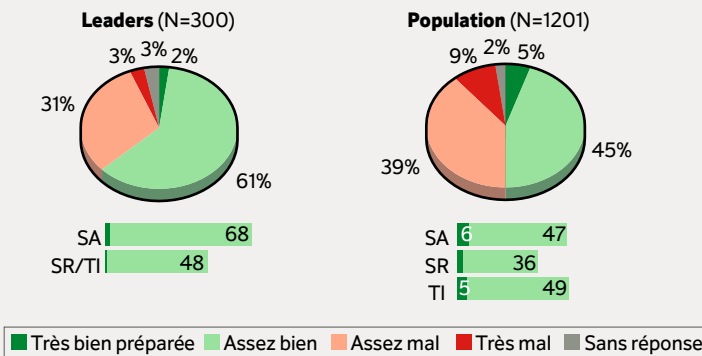
- Nous allons vivre une époque passionnante et vous avez confiance dans l'avenir
- Notre époque est une période instable, voire périlleuse, et vous avez des craintes sérieuses quant au proche avenir
- Nous allons vers une ère de décadence sur les plans politique et économique, et vous n'avez pas confiance dans l'avenir de cette société
- Sans réponse

On observe une grande stabilité depuis 9 ans dans l'état d'esprit des leaders et de la population suisses. Les premiers trouvent l'époque passionnante et ils s'affirment confiants, surtout à droite, mais pour autant qu'ils appartiennent au monde de l'économie ou de la politique.

La population en revanche est partagée: 45% sont de l'avis des leaders (53% des personnes bénéficiant d'une formation supérieure ou appartenant à des foyers aisés), 40% ont certaines craintes alors que 11% pensent carrément qu'ils vivent une ère de décadence. Il se dégage donc une majorité craintive ou démoralisée, chez les Latins surtout.

UN PAYS MOYENNEMENT PRÉPARÉ À AFFRONTÉ LES CONSÉQUENCES DE LA MONDIALISATION

• La Suisse est-elle préparée à comprendre et à affronter les conséquences concrètes de la mondialisation?



Les interviewés sont très partagés sur cette question puisque 63% des leaders et 50% de la population pensent que la Suisse est préparée à affronter le choc. Toutefois, la majorité se cantonne à des réponses moyennes: la Suisse serait «assez» bien ou «assez» mal préparée; les jugements catégoriques étant presque inexistantes. On continue d'observer des Romands plus pessimistes, alors que les moins de 30 ans sont 62% à porter un regard serein sur l'état de préparation de la Suisse.

«L'économie mondialisée est peu compatible avec la démocratie. La question est donc de savoir comment réconcilier la démocratie occidentale avec les impératifs de la mondialisation.» paroles de leader

La mondialisation est une chance pour la Suisse. Les leaders en sont persuadés, mais la population fait de moins en moins confiance aux grands patrons.

4 En conclusion

Inquiétudes pour l'avenir sur fond de confiance

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Les Suisses, qu'ils soient leaders d'opinion ou simplement représentatifs de la population, montrent une très grande confiance (trop grande ?) dans toutes les institutions de base du pays : le système politique, les structures de formation (avec un petit bémol pour l'école obligatoire), le niveau de l'emploi, les conditions de travail, le dynamisme de l'économie et des patrons, surtout ceux des PME, la prise en compte de l'environnement... Selon l'opinion publique, nous serions (nous sommes peut-être) les meilleurs! Cette conscience des atouts de la Suisse ne fait pas de mal, quoi qu'on pense de son petit côté *y'en a point comme nous*, et elle est nettement préférable à la crise de conscience débilante des années 90.

Elle a malheureusement pour corollaire la peur de voir disparaître ce paradis. La concurrence née de la mondialisation, le choc des économies émergentes, la pression du changement alors que tout semble aller si bien, tout cela inquiète les Suisses et rend leurs perceptions ambiguës. C'est ainsi que la moitié de la population craint un avenir instable



ou décadent, de même que trois leaders sur dix.

A cela s'ajoutent les grandes craintes environnementales révélées lors de la précédente édition de l'étude. Le souci que suscite le futur de la planète représente un frein puissant au nécessaire

renouvellement de nos infrastructures. On accepte de remplacer (les centrales nucléaires), d'élargir (les tronçons surchargés de nos autoroutes), de doubler (les voies CFF) mais pas de construire du nouveau, qu'il s'agisse de centrales nucléaires ou d'un aéroport supplémentaire. Pourtant, sans craindre la contradiction, les Suisses estiment qu'on ne leur propose pas assez de projets porteurs.

Mais les leaders sont loin d'être unanimes dans leurs réponses et ils s'opposent selon un axe politique droite-gauche comme le montre le tableau ci-dessous, résumant les principales différences:

	Droite	Gauche
Les leaders de gauche font moins confiance		
A l'évolution du pouvoir d'achat	66%	48%
A l'évolution des conditions de travail	79%	54%
Aux grandes entreprises	83%	52%
A l'avenir en général	68%	51%
Ils sont beaucoup plus nombreux à dire que:		
Il faut instaurer un pouvoir supranational	25%	62%
L'économie nuit bcp à l'environnement	16%	64%
Il ne faut pas élargir les autoroutes	13%	71%
Le progrès techn. favorise les inégalités sociales	32%	67%

Cette dernière opinion concernant le progrès technologique, accusé à la fois de péjorer la santé, les relations sociales et d'accentuer les inégalités est particulièrement préoccupante. Quelle ingratitude ! Heureusement, 65% des Suisses finissent par admettre qu'il apporte plus de choses positives que négatives, alors qu'en Allemagne par exemple, on ne trouve plus que quatre personnes sur dix pour y croire !

Dans la population, on retrouve ces différences mais le fossé entre tendances politiques y est moins grand. En revanche, ce sont les différences entre Latins et Alémaniques qui ressortent:

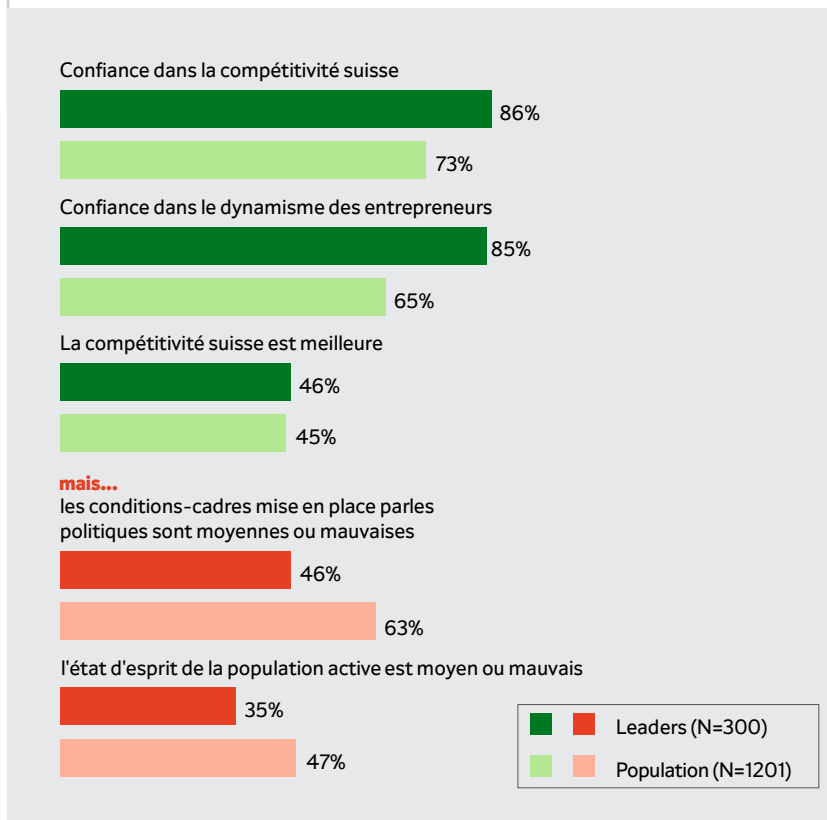
	Latin	Além.
Les Latins font moins confiance:		
A l'évolution du pouvoir d'achat	41%	64%
Aux politiques	44%	53%
Aux journalistes	33%	44%
A l'avenir en général	32%	50%
Ils sont plus nombreux à dire que:		
Le progrès supprime des emplois	54%	45%
La Suisse est mal préparée à la mondialisation	56%	45%
Elle manque de vrais leaders	56%	39%
Elle manque de projets d'envergure	54%	39%

Avec lucidité, les Latins jugent donc l'état d'esprit de la population active moins favorable à la compétitivité économique que celui des Alémaniques (38% contre 54%).

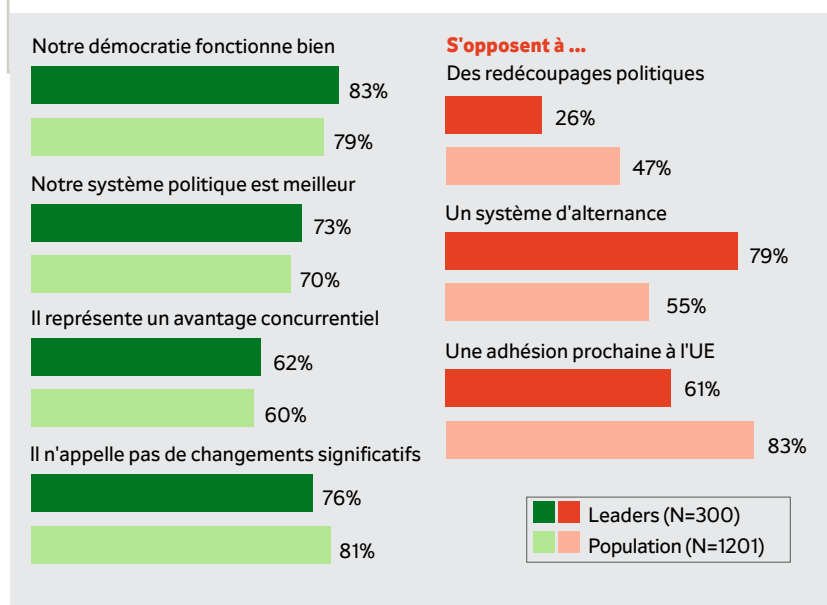
Dernière fausse note, une nette majorité de la population et quatre leaders sur dix, essentiellement de gauche (73% au contraire des leaders de droite 24%), jugent préférable de stabiliser la croissance plutôt que de la favoriser. Voilà un état d'esprit qui nuira à notre compétitivité future, elle qui se nourrit d'enthousiasme, de goût du risque et de foi en l'avenir.

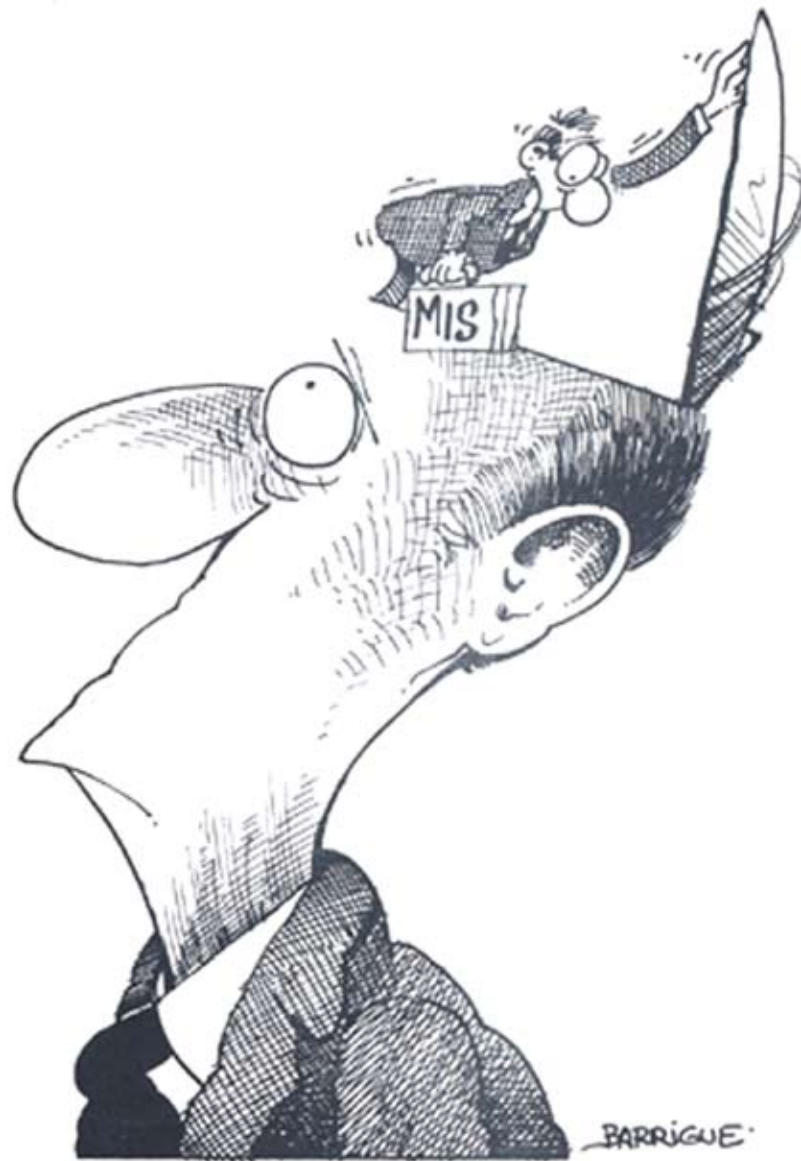
Finalement, les Suisses révélés par Sophia semblent penser comme Paul Valéry qui disait «Tout change, même l'avenir n'est plus ce qu'il était!» Sauf que lui en riait! ◦

CONCERNANT LA COMPÉTITIVITÉ DE LA SUISSE, SEULES PÈCHENT LES CONDITIONS-CADRES



UNE CONFIANCE EXTRÊME DANS LE SYSTÈME POLITIQUE SUISSE MAIS DE GRANDES RÉTICENCES FACE AUX RÉFORMES





M.I.S
TREND

M.I.S Trend S.A.

Pont Bessières 3 | CH-1005 Lausanne | +41 21 320 95 03 (T) | +41 21 312 88 46 (F)
Worbstrasse 225 | CH-3073 Gümligen | +41 31 950 21 50 (T) | +41 31 950 21 59 (F)
info@mistrend.ch | www.mistrend.ch